

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 441 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 441**  
Juillet-Août-Sept. 1997  
34<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- La chute de Mobutu n'est pas encore la victoire des exploités
- Le capitalisme mondial est responsable de la crise économique zaïroise
- La LCR est pour que le gouvernement réussisse
- La démagogie de «Lutte Ouvrière»
- Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (4)
- La dernière lutte des prolétaires de Valéo Evreux
- Correspondance: Les luttes des dockers
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Iran, Russie, Chine, Bengla-Desh
- Massacres, manoeuvres politiques et luttes ouvrières en Algérie

## Régularisation des sans-papiers! Abrogation des lois Pasqua-Debré!

Les responsables gouvernementaux ont levé les ambiguïtés au cours de l'été: il n'est plus question d'abroger les lois Pasqua-Debré, mais simplement de les «aménager». Et si dans le projet de loi mis au point par les services de Chevènement, certaines mesures de ces lois - en particulier celles les plus difficiles à mettre en pratique - sont supprimées, leur volet répressif est par contre aggravé sur certains points, explicitement pour rendre les expulsions plus faciles!

Le refus d'abroger les lois Pasqua-Debré est une décision hautement symbolique: il s'agit de faire comprendre haut et fort que le gouvernement de gauche continue pour l'essentiel sur la même ligne que les gouvernements précédents en ce qui concerne l'attitude par rapport aux prolétaires étrangers: fermeture des frontières, contrôle policier tatillon de l'immigration, maintien des prolétaires immigrés dans un véritable état d'exception, et désignation permanente de ceux-ci comme les bouc-émissaires des difficultés de tous ordres vécues par les travailleurs français: chômage, dégradation des conditions de vie, délinquance, etc. En dernière analyse il s'agit de maintenir la division de la classe ouvrière entre français et immigrés et, en conséquence, d'affaiblir ses capacités de lutte à un moment où les coups ne vont pas lui être épargnés.

Le refus d'une régularisation massive et collective des sans-papiers (ce qui a été fait récemment par les gouvernements conservateurs espagnols ou portugais), la poursuite des expulsions, relèvent de la même politique. Il y a en

( Suite en page 2 )

## «Réalisme de gauche» = soumission au capitalisme Le vrai réalisme, c'est la préparation à lutte révolutionnaire anti-capitaliste!

Jospin l'a dit au cours de l'université d'été du Parti Socialiste: la politique du gouvernement est guidée par les principes du réalisme de gauche. Qu'est-ce donc que ce réalisme? La reconnaissance qu'il existerait des contraintes objectives, des réalités incontournables, non compatibles avec les promesses électorales et les aspirations pourtant si fortement ancrées, de nos dirigeants à améliorer la vie des travailleurs et de la population.

D'où le constat: il n'y a pas place pour une «autre politique», effectivement différente de celle de la droite, une politique qui permettrait tout à la fois de faire disparaître le chômage, la précarité, d'élever le niveau de vie des salariés et de rendre sa bonne santé au capitalisme - pardon! à l'économie nationale.

### LA GAUCHE ABANDONNE SES PROMESSES ENCORE PLUS VITE QUE CHIRAC

A peine formé, le nouveau gouvernement s'est empressé de revenir sur les

promesses les plus fermement affirmées. Convertis soudainement aux vertus du réalisme qui leur avaient échappé lors des meetings électoraux, PS, PCF et Cie ont acquiescé à la fermeture de Renault-Vilvoorde, limité au maximum la hausse du SMIC, annoncé qu'ils ne supprimeraient pas les lois Pasqua anti-immigrés. La retentissante promesse du PS de créer 700.000 nouveaux vrais emplois s'est transformée en loi trompe-l'oeil sur l'emploi des jeunes qui devrait déboucher sur quelques dizaines d'emplois sous-payés et temporaires - notamment d'auxiliaires de police! - qui prendront souvent en outre la place d'emplois réguliers. Les milliers de jeunes qui croient pouvoir échapper par cette voie à la précarisation et aux petits boulots s'apercevront vite de l'arnaque d'une loi qui s'inscrit dans la grande tendance à la précarisation croissante de la Fonction Publique. Les grandes orientations du si honni plan Juppé sur la Sécurité Sociale sont scrupuleusement conservées par Martine Aubry, à la grande satisfaction de son prédécesseur au mi-

nistère des Affaires sociales, Jaques Barrot, qui s'est félicité de la «continuité» avec sa propre action. Il n'est pas besoin d'être prophète pour deviner quel destin attend l'autre grande promesse, celle d'une loi instituant les 35 heures sans diminution de salaire...

Même chose en ce qui concerne la défense des nationalisations et du service public, cheval de bataille traditionnel s'il en est un de toute organisation réformiste: si les processus de privatisation à Air France et surtout à Thompson où le gouvernement Juppé s'était enfoncé dans une situation inextricable, sont arrêtés, il ne fait pas de doute que ce n'est que temporairement, comme le montre l'ouverture de France Télécom aux capitaux privés, selon les modalités exactes prévues antérieurement. Le ministre PCF des transports - qui vient d'autoriser la construction des nouvelles pistes de l'aéroport de Roissy ce contre quoi luttait jusqu'à hier le PCF - se fait le chantre de l'ouverture des entreprises d'Etat aux

( Suite en page 2 )

## Octobre 17 et la révolution socialiste future (I) La société bourgeoise devant Octobre

### «COUP D'ETAT» OU RÉVOLUTION?

Il y a 80 ans, la révolution éclatait dans le pays le plus arriéré d'Europe, tandis que dans les pays civilisés, le massacre impérialiste continuait. Février 17: aux confins de l'occident et de l'Asie, l'Empire séculaire des Tsars s'effondrait sous les coups d'une insurrection populaire, une république bourgeoise naissait, vivait neuf mois orageux et s'effondrait à son tour, abattue par une insurrection nouvelle: Octobre 17. Incrédule et frappée de stupeur, la société bourgeoise apprenait qu'une

Elle n'avait pas compris que le «coup d'Etat bolchévique» était en réalité une Grande Révolution, la première des révolutions socialistes du vingtième siècle en même temps que la dernière des révolutions anti-féodales d'Europe.

Seule la petite gauche prolétarienne qui, dans divers pays, défendait l'internationalisme et luttait contre la guerre, saisit immédiatement qu'Octobre ouvrait une nouvelle époque, non seulement de l'histoire de la Russie, mais de l'histoire mondiale et de la lutte presque séculaire du prolétariat. Seule elle se sentit et osa se proclamer solidaire du bolchévisme en qui l'Occident «instruit et civilisé» ne voyait qu'une sorte d'Antéchrist profane. Il est vrai que la Gauche révolutionnaire ne faisait pas partie de la société bourgeoise, quoique luttant en son sein. Tout comme à l'aube du mouvement prolétarien, elle la dominait de très haut par ses préoccupations révolutionnaires, sa connais-

sance intime de la lutte de classe et son intelligence théorique.

### LA RÉVOLUTION RUSSE DÉFIE LE CAPITAL INTERNATIONAL

Bien qu'avec des différences inévitables selon la classe considérée, la société bourgeoise ne parvint jamais à comprendre vraiment Octobre, dont tous les développements restèrent pour elle autant d'énigmes à peu près insolubles. Ce qu'elle ne tarda pourtant pas à constater, c'est qu'Octobre la menaçait. Elle en conçut un effroi tel qu'il subsista longtemps après la disparition du péril, lequel n'avait bien entendu duré qu'autant que la révolution elle-même.

Le premier acte des Soviets avait été de sortir la Russie de la guerre impérialiste - ou du moins de la tenter - mais non d'abdiquer tout rôle international: la révolution rompaît avec les engagements du Tsar et de la bour-

république des Conseils ouvriers et paysans s'était instaurée en Russie, gouvernée par des communistes. Elle ne comprit pas sur le champ la portée des événements «confus» qui se déroulaient dans ce pays «lointain», réputée à demi-barbare. Elle attendait d'un jour à l'autre la fin de l'«aventure révolutionnaire» et la chute des communistes russes. Déchirée entre deux blocs impérialistes qui se disputaient toujours la victoire, dominée par ses passions chauvines, aveuglée par ses préjugés, elle ne se préoccupa tout d'abord que de l'influence de l'événement sur le sort des armes.

geoisie envers l'impérialisme de l'Entente, elle ne se repliait pas sur elle-même. Par dessus les autres gouvernements auxquels il devait bien tenir tête, le gouvernement communiste de Russie s'adressait aux peuples et à la classe ouvrière, tentant d'y faire pénétrer son agitation contre la bourgeoisie fautive de la poursuite du conflit. Se vantant de «ne pas appartenir à l'école diplomatique» et d'être des «soldats de la révolution», ses diplomates révélaient au monde les honteux secrets de chancellerie auxquels seule la prise du pouvoir leur avait donné accès, c'est-à-dire les sordides buts de guerre auxquels les peuples étaient sacrifiés. Dans toutes ses proclamations et tous ses actes, la Révolution ne défendait qu'un seul droit: celui du prolétariat et des paysans à cesser de se battre pour des intérêts de classes ennemis, non celui de la nation russe à se retrancher du

( Suite en page 6 )

## «Réalisme de gauche» = soumission au capitalisme Le vrai réalisme, c'est la préparation à lutte révolutionnaire anti- capitaliste!

( Suite de la page 1 )

capitales privés et il n'a pas songé une minute à remettre en cause les modifications dans l'organisation de la SNCF qui préparent la concurrence entre opérateurs.

Sur le plan de la politique européenne, le revirement aurait difficilement été plus grand. Le strict respect des critères de convergence de Maastricht pour le passage à la monnaie unique, dénoncé pendant la campagne électorale comme un carcan intolérable, créateur d'austérité que le PS assurait vouloir remettre en cause, tandis que le PCF promettait l'organisation d'un référendum pour y faire échec, est devenu le crédo intouchable pour le gouvernement de gauche comme il l'était pour les gouvernements précédents. En conséquence, rigueur, efforts, austérité restent la règle.

Sur le plan de la politique militaire, les décisions de passer à une armée de métier (repoussée autrefois avec la dernière énergie par la gauche) comme celles de redéployer le dispositif militaire français en Afrique ont été, elles aussi, suivies à la lettre, à cette différence près que l'apprentissage du militarisme devrait maintenant revenir à l'École.

Nous pourrions multiplier les exemples en passant en revue les différents grands secteurs de l'activité gouvernementale: partout, la continuité est assurée...

En «contrepartie» de cette touchante continuité, les mesures proprement «de gauche» ou sociales ne représentent que des miettes ou des attrape-nigauds: hausse de l'allocation de rentrée, diminution mesurée mais très médiatisée de quelques avantages, fiscaux ou autres, pour les gros revenus, etc. Sans parler de cette grande avancée constituée par la nouvelle loi... anti-bizuthage (1)!

### LA BOURGEOISIE DICTE TOUJOURS SA LOI À SES VALETS RÉFORMISTES

Devant ces renoncements et ces reniements, nous ne crions pas au scandale et à la trahison; seuls pourraient le faire ceux qui avaient cru ou fait croire que PS, PCF et cie iraient au gouvernement pour faire autre chose que ce que veulent ou permettent les cercles dirigeants de la classe dominante. Si, dans d'autres périodes, les partis réformistes ont pu se vanter d'avoir obtenu des améliorations non négligeables pour les prolétaires (par exemple les 40 heures et les congés payés en 1936), il ne faut pas oublier que la bourgeoisie a alors fait ces concessions parce qu'elle était sous la pression et la menace de grands mouvements de lutte qu'il fallait calmer au plus vite. Ou bien lorsque l'expansion économique continue permettait d'accorder régulièrement quelques améliorations des conditions de vie et de travail sans gêner la croissance des profits afin d'assurer la paix sociale et donc la poursuite régulière et sans heurts du cycle économique.

Bien loin de signifier que les réformistes peuvent tenir tête à la bourgeoisie, lui arracher des mesures en faveur du prolétariat dont ils seraient malgré tout les représentants, généralement myopes ou impuissants mais sincères, ces épisodes montrent au contraire que le réformisme (ou l'opportunisme, comme le dit le vocabulaire marxiste traditionnel), y compris dans ces moments où le contrôle de la bourgeoisie sur la société

est affaibli, se met toujours du côté de cette dernière et ne ménage aucun effort pour protéger la classe dominante, ses institutions et son système économique, de la menace prolétarienne.

Lorsque l'expansion cède la place aux difficultés économiques, le capitalisme cherche à reprendre ses anciennes concessions et à accentuer l'exploitation de la classe ouvrière. Dans ces conditions il n'y a alors plus de possibilité, sinon marginales, pour une politique de réformes sociales et la bourgeoisie ne cède plus rien, du moins tant qu'elle n'est pas confrontée à la lutte prolétarienne ouverte. Volens, nolens, l'opportunisme est alors appelé au pouvoir non plus pour distribuer les concessions (le «grain à moudre» dont parlait le réactionnaire Bergeron, la vieille fripouille qui était à la tête de F.O.), mais pour faire passer les pilules amères et prévenir les réactions de défense des prolétaires. Parfois en maugréant, mais sans hésiter, l'opportunisme abandonne alors en un clin d'oeil son programme, abjure ses convictions, bafoue ses engagements, frappe même

ses propres partisans si on le lui demande, et fait ce que la bourgeoisie attend de lui. Habitue depuis toujours à respecter et à reprendre à son compte l'intérêt supérieur du capitalisme lorsqu'il remplit sa tâche quotidienne d'être le lien entre la bourgeoisie ou ses institutions et les prolétaires, par quel miracle pourrait-il agir différemment, lorsqu'il est appelé au gouvernement?

La série de reportages et d'analyses parus dans la presse au début de l'été ont confirmé que la raison fondamentale qui a poussé l'ancien gouvernement à provoquer des élections anticipées, était la crainte de troubles sociaux et de luttes ouvrières dans les mois qui viennent, pendant lesquels la pression capitaliste sur la classe ouvrière devra inévitablement s'accroître. La bourgeoisie sait depuis longtemps user à merveille de l'opium électoral et des illusions encore très puissantes envers la gauche pour anesthésier la classe ouvrière: lorsqu'ils parlent d'inévitables sacrifices que le réalisme impose, les Jospin, Hue et cie sont infiniment plus crédibles parmi les prolétaires que des bourgeois comme

Balladur, Juppé ou Chirac

\* \* \*

Jospin l'a donc reconnu: le programme réformiste n'est pas réaliste. En vérité le plus fou des irréalismes est bien de croire non seulement que des victoires électorales pourraient se transformer en victoires réelles de la classe ouvrière dans son conflit permanent avec la bourgeoisie et son État, mais aussi que les partis réformistes pourraient changer de nature, cesser un beau jour d'obéir servilement aux besoins et aux exigences du capital et se mettre à défendre contre eux les besoins et les exigences du prolétariat.

Pour les prolétaires le réalisme consiste à tirer la leçon des faits: le réformisme est au service du capitalisme; il n'y a pas d'autre solution pour se défendre que de s'engager dans la lutte ouverte, classe contre classe et il ne sera possible d'en finir avec la misère, le chômage, l'exploitation et l'oppression qu'en détruisant le capitalisme.

Plus d'illusions! Seul le recours à la lutte révolutionnaire classiste est réaliste!

## Régularisation des sans-papiers! Abrogation des lois Pasqua-Debré!

( Suite de la page 1 )

outre et sans aucun doute la volonté de maintenir une main d'œuvre particulièrement flexible et non-revendicative - ce que sont par force les sans-papiers - qui est particulièrement indispensable à certains secteurs économiques (que l'on songe aux entreprises de la confection du quartier du Sentier à Paris)

Il faut relever le caractère particulièrement odieux de certains obstacles à la régularisation, bien caractéristiques d'une bureaucratie infatuée d'esprit aussi mercantile que réactionnaire: pour pouvoir postuler à une régularisation il faut passer une visite médicale (les étrangers sont pleins de microbes, c'est connu), visite banale, mais qui est facturée à ces prolétaires plus de 1.000 F (le prix conventionnel d'une telle visite est de 110 F)! En tout le dossier, qui ne garantit absolument rien, revient à plus de 2.500 F...

Toutes ces mesures et futures lois sont donc fondamentalement de nature anti-prolétarienne. Que ce soit un gouvernement PS-PCF qui les édicte ne peut étonner que ceux qui auraient «oublié» que ces partis et organisations de la collaboration des classes s'emploient quotidiennement à diffuser dans la classe ouvrière le chauvinisme («Fabriquons français!»), à isoler les travailleurs étrangers des travailleurs français, à empêcher toute lutte classiste (qui est le principal moyen de rapprochement des prolétaires de toutes catégories et nationalités) et à défendre des quotas racistes dans le logement, etc. Ce n'est que du bout des lèvres, pour ne pas être débordés par le mouvement de sympathie envers les sans-papiers, que ces partis et organisations avaient repris, le temps d'une campagne électorale, le mot d'ordre d'abrogation des lois Pasqua-Debré et de régularisation des sans-papiers.

C'est donc sur la base de la défense des intérêts prolétariens que les mesures que s'approprient à prendre le gouvernement de gauche doivent être combattues, et non au nom d'idéaux humanistes ou démocratiques, par tous les prolétaires conscients de la nécessité de se défendre contre le capitalisme, et donc du besoin d'unifier les rangs ouvriers.

**SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE AVEC LES LUTTES DES SANS-PAPIERS! ARRÊT IMMÉDIAT DES EXPULSIONS, RETOUR DES EXPULSÉS! RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS!**

**ABROGATION DES LOIS PASQUA-DEBRÉ! SUPPRESSION DE TOUTES LES MESURES RÉPRESSIVES ET DISCRIMINATOIRES, ÉGALITÉ DES DROITS ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS!**

**NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION! UNITÉ DE CLASSE ENTRE PROLÉTAIRES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS!**

## La chute de Mobutu n'est pas encore la victoire des exploités

L'impérialisme français est intervenu militairement quatre fois au Zaïre: en 1977, 1978, 1991 et 1993 (et davantage si nous prenons en compte les interventions non officielles, par le biais des services secrets ou tout simplement par son assistance militaire aux troupes de Mobutu). Lors des derniers événements, comme

nous l'écrivions sur ces colonnes, les autorités françaises se sont employées à recruter une petite armée de mercenaires pour combattre au Zaïre et y ont, selon toutes probabilités, envoyé également des commandos des services spéciaux. Quelles sont les raisons de ces agressions françaises?

### LA GUERRE DU ZAÏRE

Il y a vingt ans, à propos de l'intervention des troupes françaises dans la province zaïroise du Shaba pour y mater une révolte, nous écrivions: «La guerre du Zaïre ne fait que commencer» (Le Proletaire n°268). Il s'agissait alors de faire barrage à une tentative de l'impérialisme russe de prendre pied dans ce pays grâce au soutien qu'il accordait au Front de Libération Nationale du Congo. Mais nous signalions en outre que depuis 1975 la France disputait le marché zaïrois aux États-Unis et à la Belgique (nous parlions de condominium américano-belge), que ses investissements y augmentaient et qu'elle passait en outre des accords de coopération militaire avec l'État zaïrois, «un moyen comme un autre non seulement de vendre des armes mais aussi de mettre l'armée du pays sous son influence directe».

Enfin nous montrions que «si l'impérialisme français a été poussé à intervenir

militairement au Zaïre, c'est parce qu'il est le plus concerné par le maintien de l'ordre contre-révolutionnaire». Alors que la Belgique et les États-Unis peuvent envisager des négociations avec l'organisation insurrectionnelle, le FLNC, «l'impérialisme français a besoin de maintenir à tout prix l'unité du Zaïre, non seulement parce qu'il a une main sur les richesses du Shaba plus par sa mainmise sur l'État zaïrois que par ses atouts financiers, mais encore et surtout parce que le maintien de la stabilisation politique de ce pays - et, par conséquent, tant que c'est possible, du régime de Mobutu - lui est indispensable. Il s'agit en effet de bloquer le verrou d'un pare-feu qui protège (...) ses chasses gardées africaines dont le flanc méridional est constitué par le Gabon, le Congo et [la Centrafrique], pays qui prendraient vite feu si un vent chaud y soufflait venant de Kinshasa».

Les deux décennies qui se sont écoulées depuis cet article n'ont fait que confirmer

notre analyse. Au cours de cette période la France a peu à peu réussi à supplanter pour une bonne part les États-Unis et la Belgique; déjà à propos de l'intervention de 1978, inquiet des appétits français, le ministre belge des Affaires Étrangères se lamentait: la France «est intéressée par les pays d'Afrique qui disposent d'importantes ressources. C'était déjà vrai pendant la période coloniale...» Cela explique l'intérêt du président français pour le Zaïre. Nous avons toujours dit que la Belgique doit laisser la France tranquille dans les régions où, historiquement, elle est chez elle. Nous avons demandé que la France adopte la même attitude à notre égard (1).

Mais le capitalisme ne se laisse jamais arrêter par ce genre de considérations; l'impérialisme français a donc continué son œuvre de grignotage du Zaïre, en s'appuyant non sur une supériorité économique et financière par rapport à ses concurrents, mais par des liens privilégiés avec les auto-

## LA CHUTE DE MOBUTU ...

rites de l'Etat zairois, jusqu'à devenir le principal, puis le seul soutien du régime de Mobutu. Pour relativiser l'échec subi par l'impérialisme français, divers journaux ont écrit que la France n'avait rien perdu sur le plan économique étant donné la faiblesse de ses investissements là-bas. Il est vrai que les richesses minières du pays sont entre les mains de sociétés américaines, belges ou sud-africaines (l'Afrique du Sud est une puissance capitaliste de première importance sur le plan des ressources minières où elle domine le pion à l'impérialisme français jusque dans les chasses gardées de celui-ci). Les investissements français se limiteraient essentiellement à trois secteurs: le coton, les transports maritimes et la bière... Mais l'impérialisme français avait conquis une place importante sur le marché zairois; il avait par exemple réussi à souffler aux américains le marché des télécommunications. Cependant le délabrement de l'économie avait grandement réduit ces dernières années l'importance du marché zairois. Par contre, comme il y a vingt ans, l'importance stratégique du Zaïre était décisive; comme alors et pour les mêmes raisons de défense du statu-quo, les français étaient les partisans farouches de l'unité du pays, alors que les américains avaient caressé l'idée d'une partition de fait où l'est zairois et ses richesses minières seraient passées dans l'orbite de l'Alliance de Kabila, à un moment où la perspective de l'effondrement du régime mobutiste semblait peu probable.

### RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES SUR FOND DE CRISE DE RÉGIME

Le soutien du régime rwandais et des Etats-Unis à Kabila a été constamment souligné par les médias français; ce soutien ne fait d'ailleurs pas de doute. En juillet le président rwandais Kagame a reconnu dans une interview à un grand quotidien américain que «le plan pour renverser le maréchal Mobutu a eu son origine à Kigali» (capitale du Rwanda) et il a remercié les Etats-Unis pour «avoir pris la bonne décision et avoir permis à la rébellion congolaise de réussir». Ces déclarations ont provoqué des mises au point embarrassées du Pentagone qui a reconnu que des conseillers militaires américains ont bien discuté avec les autorités rwandaises d'une attaque de leur armée au Zaïre, mais... uniquement pour les en dissuader (2)! Divers responsables américains avaient par ailleurs publiquement affirmé que le temps des zones d'influence françaises en Afrique était révolu.

Mais les mêmes médias français trouvaient normal le soutien français à Mobutu et laissaient leur public dans l'ignorance de l'importance et de la nature de l'aide accordée discrètement par le gouvernement. Nous avons parlé dans un n° récent du «Proletaire» du recrutement de mercenaires par les autorités françaises pour venir au secours des armées de Mobutu. La France a été le dernier soutien du régime zairois; elle a imposé à Mobutu la nomination d'un chef d'état-major jugé plus compétent que le précédent et a dressé des plans pour, après l'arrêt de l'offensive des rebelles, l'ouverture de négociations avec ceux-ci - inévitable en raison de l'ampleur de leurs succès militaires - l'organisation d'élections présidentielles et la préparation en douceur de la succession de Mobutu. La déliquescence du régime a fait s'évanouir ces beaux plans. Les Forces Armées Zairoises n'ont utilisé leurs armes que pour piller les villes qu'elles étaient censées défendre; la seule bataille réelle, non loin de la capitale, entre les FAZ et les troupes de Kabila s'explique par le renfort reçu par les gouvernementaux de troupes de la guérilla angolaise de l'UNITA à qui Mobutu accordait des facilités. Et, selon la rumeur, c'est le chef

d'état-major zairois, désireux de passer un accord avec Kabila, qui aurait communiqué aux rebelles les informations nécessaires à leur victoire!

Même les ultimes tentatives de négocier un passage du pouvoir entre Kabila et Mobutu se sont révélées vaines. Les américains et les sud-africains - les français étant désormais clairement hors-jeu - prétendant craindre que la grande métropole Kinshasa soit mise à feu et à sang (et que les biens des étrangers soient pillés), voulaient probablement arracher à Kabila des concessions sur le sort des investissements de leurs pays respectifs. Une des premières mesures des troupes rebelles dès qu'elles s'étaient emparées de l'est du pays avait été d'ouvrir des négociations avec des sociétés minières américaines, grandes rivales des sud-africaines; puis les nouveaux maîtres de la région avaient nationalisé les voies ferrées récemment privatisées par le régime et vendues à des intérêts majoritairement sud-africains. En représailles, Mandela, qui remplit à la perfection sa fonction de représentant des intérêts capitalistes y compris de ceux des groupes qui font régner l'exploitation la plus négrière, avait menacé de décréter un embargo économique qui aurait affamé l'est zairois!

Kabila refusa de négocier tant il était assuré de sa victoire, à la grande fureur de Mandela qui comprenait que l'Afrique du Sud, longtemps bénéficiaire du régime mobutiste, n'aborderait pas les futurs marchandages dans une position de force...

### LE NOUVEAU RÉGIME DANS LES PAS DE L'ANCIEN

Les victoires des forces de l'Alliance ont été ressenties favorablement par la population et même vécues comme une libération. Mais les «libérateurs» ont vite montré leur hostilité vis-à-vis des masses, alors même qu'ils s'efforçaient de rassurer les bourgeois et les impérialistes. L'activité des partis politiques a été interdite et les manifestations de protestation réprimées. Au cours du mois de juillet les militaires de l'Alliance ouvraient le feu sur une foule désarmée faisant 13 morts et de nombreux blessés. Essentiellement constituée par une force militaire quasiment composée de minorités ethniques de l'est du pays, l'Alliance a un besoin vital de se constituer une base politique si elle ne veut pas que sa victoire soit éphémère ou limitée aux seules régions où elle peut concentrer des troupes. La réconciliation y compris avec les milieux affairistes qui soutenaient Mobutu est donc inévitable, de même qu'est inévitable la soumission aux volontés de l'impérialisme international. Après avoir proclamé qu'il ne reconnaissait pas les dettes du régime Mobutu, le nouveau gouvernement a accepté de négocier avec les instances financières internationales qui lui ont fait comprendre qu'il lui faudrait payer: seule une véritable révolution peut avoir la force, comme l'a eue la révolution russe, de rompre avec la finance mondiale et de répudier les dettes de l'ancien régime. Mouvement rebelle, né grâce à la bonne volonté de bourgeois étrangères et de l'impérialisme US, l'Alliance de Kabila n'a jamais été et ne sera jamais un mouvement révolutionnaire, même révolutionnaire bourgeois.

### L'INSONDABLE HYPOCRISIE FRANÇAISE

Pour tenter d'enrayer la progression des rebelles la France avait essayé de provoquer une intervention internationale «humanitaire» en faveur des réfugiés rwandais massacrés. Les Etats-Unis réussirent à torpiller cette tentative en affirmant que le problème ne se posait plus, les réfugiés étant autorisés à rentrer dans leur pays. Il paraît assuré aujourd'hui que des massacres en masse de civils ont bel et bien eu lieu, et continuent peut-être encore. Les autorités

de l'Alliance refusent obstinément d'autoriser la venue d'enquêteurs ou d'observateurs internationaux. Mais cette question a disparu de la une de l'actualité, nouvelle démonstration que les grandes campagnes humanitaires qui périodiquement remuent l'opinion publique ne sont organisées que lorsque les impérialistes y trouvent intérêt. Sinon les mécanismes d'abrutissement de la société bourgeoise sont organisés de telle sorte que le massacre de dizaines de milliers de déshérités - prolétaires au sens propre du mot - au centre de l'Afrique aura toujours un écho incomparablement plus faible dans les médias que la mort accidentelle d'une riche et belle princesse, membre éminente de la classe dominante: le jour où les prolétaires s'émouvront avant tout pour le sort de leurs frères d'infortune, c'est que le moment ne sera pas loin où ils commenceront à agir pour changer ce sort, c'est-à-dire pour détruire ce système capitaliste vampire.

Tenu en échec au Zaïre, l'impérialisme français ne s'avoue pas vaincu et ne désespère pas d'y revenir. Il a réussi pour l'instant à bloquer la reprise de contact entre les instances européennes et le gouvernement congolais sous le prétexte que ce dernier n'est pas assez démocratique et n'est pas assez soucieux des droits de l'homme! Canaillerie des autorités françaises qui ont soutenu jusqu'au bout le régime génocidaire rwandais et le sanglant autocrate zairois...

### LA FIN DE LA «COLONIALE»?

La débâcle zairoise a coïncidé avec l'éclatement ou la poursuite des troubles dans les pays limitrophes que sont le Congo-Brazzaville et la République Centrafricaine. Au Congo les affrontements mettent aux prises les forces du président Lissouba à celles de son rival nordiste Sassou N'Guesso, l'ancien dictateur pseudo-marxiste et très lié à la compagnie pétrolière Elf. Lissouba est venu au cours de l'été plaider directement sa cause à Paris, mais ni Chirac ni Jospin n'ont voulu le recevoir, ce qui confirme que les capitalistes français misent plutôt sur son rival. Ironie de l'histoire, N'Guesso est soutenu par le gouvernement de Kabila et celui de l'Angola, tandis que Lissouba a trouvé des appuis auprès des rescapés du régime mobutiste et de Hutus rwandais autrefois appuyés par l'impérialisme français... En Centrafrique les troupes françaises ont à plusieurs reprises au cours des derniers mois sauvé le régime de Patassé, bien que les autorités françaises ne se privent pas, à mots couverts, de critiquer la corruption et l'incompétence de celui-ci. Mais Patassé est lié à des réseaux affairistes français influents...

Cependant la détérioration de la situation en Centrafrique fait courir le risque d'enlèvement des troupes françaises qui y sont cantonnées en même temps que leurs interventions alimentent les sentiments anti-français. Paris a donc eu recours à une «force d'interposition inter-africaine» chargée de faire le sale boulot de maintien de l'ordre. Mais en outre il a été décidé de retirer le gros des troupes françaises de ce pays en y fermant les deux bases où elles étaient stationnées.

Ce retrait qui aura lieu aussi dans d'autres pays africains a fait parler de «fin de l'armée coloniale» grâce au gouvernement de gauche. La réalité est bien différente. Ce «reformatage» (selon le jargon militaire) des troupes françaises en Afrique avait été mis au point par le gouvernement Juppé: le passage à une armée de métier entraînera une diminution des effectifs et une hausse des coûts de fonctionnement de l'armée. La fermeture de bases à l'étranger est d'abord une mesure d'économie et il semble qu'à l'état-major des armées certains auraient même voulu les fermer toutes; ces militaires n'avaient pas renoncé aux principes des interventions militaires françaises en Afrique, mais ils estimaient que ces interventions restaient possibles à partir du territoire fran-

çais grâce aux capacités de «projection des forces» de la Force d'Action Rapide (créée à l'époque du ministre socialiste des Armées Hernu). Pour des raisons politiques de protection de certains régimes, le gouvernement Juppé avait décidé de maintenir certaines des bases les plus importantes: au Gabon, à Djibouti, au Sénégal, la base de Centrafrique, qui joue un rôle stratégique clé en raison de sa position centrale par rapport à l'ensemble des pays sous influence française, étant en suspens. Le gouvernement Jospin, qui a maintenu l'ensemble des modalités de la redispersion des forces militaires en Afrique, a finalement opté pour la fermeture de cette dernière, remplacée par une base dans le Tchad voisin (à seulement 2 heures de vol de la Centrafrique), pour remplir la même fonction stratégique.

Pourquoi le Tchad? Eh bien, parce que dans ce pays en grande partie désertique qui a connu de nombreuses agressions militaires françaises, un très important gisement de pétrole a été découvert par des sociétés américaines. Les américains ont été contraints de laisser une part du futur gâteau à la société Elf, mais une solide garnison française est la meilleure garantie pour que cet accord soit respecté. En outre il faudra protéger le pipe-line qui amènera le pétrole jusqu'à un port camerounais. Le tracé de ce pipe-line a été soigneusement étudié pour éviter les régions anglophones du Cameroun, toujours suspectes d'être sensibles aux sirènes américaines (l'ambassadeur des USA avait affirmé son soutien au candidat anglophone lors des dernières élections présidentielles).

Bref, le repli des soldats français sur le Tchad, n'est aucunement dicté par la volonté de ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures des pays africains. Non, la «coloniale» n'est pas morte!

Etrillé au Rwanda et au Zaïre, bousculé

( Suite en page 4 )

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 95 - Mai 1997 Au sommaire:

Aux prolétaires d'aujourd'hui, aux combattants de demain! *Histoire de la Gauche communiste: la fondation du PC d'Italie (2)*. La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (réunion de San Donà 1992) (2). *Sur le fil du temps: Parodie de la praxis. Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne. Mysticisme florentin. Notes de lecture (Revolutionary History: la Gauche communiste).*

L'exemplaire: 25 FF

### IL COMUNISTA (BIMESTRALE) N° 55 (Giugno 1997)

- Francia: Il ritorno della sinistra parlamentare al governo: i proletari non otterranno nulla di più di quanto sapranno conquistare con la lotta - Quando il compito della Resistenza partigiana dimarca stalinista era diffondere l'odio nazionalistico contro il «tedesco» - 60 anni fa, le giornate di maggio a Barcellona - Metalmeccanici: Un contratto a costo zero per i padroni e a recupero zero per i proletari - Terrorismo e comunismo (Trotsky)(IV) - Questioni storiche dell'Internazionale Comunista (l'ordinovismo)(IV) - Sulla via della ricostituzione del partito di classe - L'elogio della medaglia - Alcuni testisulle crisi del partito - Un primo bilancio dell'intervento fatto da nostri simpatizzanti a Napoli - Le lotte sociali di cui parla la stampa borghese - Bordiga è tomato di moda?

## Le capitalisme mondial est responsable de la crise économique zaïroise

En dépit de formidables richesses minières (Cuivre, Zinc, Cobalt, Argent, Charbon, etc.) et d'un très grand potentiel agricole, énergétique, etc., le Zaïre était plongé dans une grave crise qui durait depuis plusieurs années, au point qu'un rapport de la Banque Mondiale estimait en 1994 que le pays avait perdu un demi-siècle de développement (1)! Selon une autre estimation, émanant de la Banque du Zaïre, le Produit Intérieur Brut aurait diminué de 8,9% par an entre 1988 et 1993. En 1993 le PIB par habitant n'aurait été ainsi que 35% de celui de 1958. D'après les estimations officielles zaïroises, le PIB en 1995 n'était que 60% de celui de 1989.

La débâcle économique a surtout été celle de la production minière, qui est la principale production du Zaïre depuis l'indépendance: en 1995 la production minière est industrielle n'était en volume que 37% de celle de 1989. La production de cuivre, pivot traditionnel de l'économie du pays est passée de 442.828 tonnes en 1989 à à peine plus de 34.000 tonnes en 1995. La Gécamines,

gigantesque société minière d'Etat depuis sa nationalisation dans les années soixante-dix fournissait à son apogée près de 70% des recettes d'exportation zaïroises et la valeur de sa production représentait à elle seule 13% du PIB. En 1995, l'ensemble de la production minière représentait moins de 6% d'un PIB en forte contraction comme nous l'avons vu. La part de l'agriculture dans le PIB est passée de 29,2% en 1986 à 53,4% en 1994, illustrant l'effondrement du secteur moderne, capitaliste, de l'économie et la marche arrière du Zaïre sur la route du développement capitaliste.

Cette débâcle économique a eu parmi ses conséquences l'impossibilité de l'Etat à développer et même à maintenir intactes les voies de communication dans ce gigantesque pays. Le marché national en formation s'est fragmenté en marchés régionaux, indépendants pratiquement les uns des autres davantage reliés à d'autres Etats qu'au reste du Zaïre, ce qui alimente bien évidemment toutes les forces centrifuges. La monnaie

nationale avait un cours de plus en plus restreint - phénomène aggravé par le recours permanent du gouvernement à la planche aux billets qui la transformait en monnaie de singe - et était souvent remplacée par le dollar, le franc CFA ou d'autres monnaies selon les régions.

Cette crise a été avant tout causée par la baisse du cours des matières premières à la suite de la récession de l'économie mondiale et de la surproduction des matières premières au milieu des années quatre-vingt. Sa cause première est à trouver dans la **crise capitaliste internationale**, non dans la rapacité et les détournements - indéniables au demeurant - de Mobutu et sa clique. Elle s'est ensuite aggravée au début des années quatre-vingt dix (nouvelle récession économique) et après la guerre du Shaba (1990). L'appauvrissement brutal de la population urbaine a débouché sur des troubles sociaux qui se sont traduits par des émeutes et des pillages généralisés en 1991 et 1993. Certains économistes ont chiffré la conséquence de ces troubles à une perte de 25% du PIB! Un chiffre qui en dit long sur la misère de la population et l'accumulation des contradictions sociales.

Les pillages les plus désastreux sont ceux commis depuis des décennies par l'impérialisme, pour qui la corruption endémique des responsables est en réalité une **nécessité**. Tous ceux qui aujourd'hui, à Washington, à Bruxelles à Paris ou ailleurs, n'ont pas de mots assez durs contre Mobutu sont pourtant les mêmes qui l'ont hissé au pouvoir, ont créé et consolidé son régime, à l'abri duquel ils ont pompé les ressources du pays.

Les exploités et les déshérités du Congo-Zaïre ne pourront voir la fin de leur calvaire que lorsque les parrains, hier, de feu Mobutu, aujourd'hui et demain de Kabila, les grandes puissances impérialistes, voleront en miettes avec le mode de production qui les a engendré.

Et c'est à nous, prolétaires de ces puissances impérialistes, qu'il incombera de porter le coup décisif, de libérer l'humanité en faisant triompher la révolution socialiste mondiale.

(1) Tous ces chiffres sont tirés de l'étude: «L'économie zaïroise: état des lieux» in «Marchés tropicaux et méditerranéens» n°2670 (10/1/97).

## LA CHUTE DE MOBUTU ...

( Suite de la page 3 )

par les appétits américains, l'impérialisme français n'est donc pas le moins du monde décidé à lâcher prise.

C'est aux prolétaires français, en lutte solidaire avec les prolétaires et les opprimés africains, qu'il appartiendra de lui porter le coup mortel en le frappant au cœur. S'opposer sans hésiter à ses exactions, dénoncer sans relâche le rôle criminel de l'opportunisme social-chauvin et manifester notre solidarité avec les luttes qui se mènent contre la domination impérialiste tout en faisant une critique impitoyable des forces bourgeoises qui n'aspirent qu'à de nouveaux compromis avec l'impérialisme, telles sont les tâches actuelles des révolutionnaires qui préparent le terrain demain à la lutte unitaire des prolétaires dirigée par leur parti international reconstitué contre le capitalisme mondial.

(1) Cité dans «France-Zaïre-Congo 1960-1997. Dossiers noirs de la politique africaine de la France n°9», p. 33. Ce recueil constitue une bonne compilation d'informations parues dans la presse, mais ses auteurs sont des démocrates: ils condamnent la corruption et l'affairisme des réseaux français, mais pour préconiser de véritables relations commerciales et de véritables investissements - comme si corruption et affairisme n'étaient pas indissolublement liés aux relations économiques capitalistes!

(2) Cf «International Herald Tribune», 18/8/97. Pour les déclarations de Kagame, voir «New African», septembre 97. Ce mensuel londonien cite aussi le témoignage d'officiers ougandais reconnaissant la présence de soldats de leur pays, mais laissant entendre que les massacres de réfugiés ont été perpétrés par les soldats rwandais.

## La LCR est pour que le gouvernement réussisse

A QUOI SERT LA LCR?

Il semble que certains observateurs commentent à se poser la question. Après tout Mme Voynet, avant même de devenir ministre, avait repoussé les avances empressées de la LCR et Mr Chevènement, notre nouveau ministre de la Police, ancien ministre des Armées et éternel défenseur ombrageux de la souveraineté nationale, avait interrompu la lune de miel avec les trotskystes de cette tendance. Mr Hue avait invité Krivine à déjeuner, mais le leader trotskyste a eu beau aller à la soupe, il n'en est rien sorti de concret. Pourtant ce dernier paraît avoir trouvé la réponse, si l'on croit «Le Monde», plus précisément son supplément sur les programmes de télé du 1er au 7 septembre. Le journal consacre plusieurs pages à un nouveau présentateur vedette de TF1 sous le titre «Michel Field, de Marx à Bouygues», car il se trouve que le personnage est un ancien militant de la LCR. Les journalistes du «Monde» ont eu l'idée d'aller demander à Krivine ce qu'il pensait de l'itinéraire de son ancien camarade. Peut-être croyaient-ils que le dirigeant de la LCR allait condamner le renégat carriériste passé de la lutte pour la révolution à la course aux salaires les plus élevés? Dans ce cas ils ont été déçus car au contraire le chef trotskyste n'a pas ménagé ses éloges pour ce journaliste dont les émissions ont été «de type même de la télévision citoyenne (?) et un grand moment de démocratie». Et Krivine assène, apparemment le plus sérieusement du monde: «de parcours de Michel Field prouve que la LCR sert à quelque chose!»

LA LCR FAIT-ELLE PARTIE DE LA MAJORITÉ GOUVERNEMENTALE?

C'en est pas là une boutade, mais un aveu précieux: la fonction propre de la LCR, (comme de toutes les organisations que les bolchéviks appelaient *centristes*: révolutionnaires communistes en parole mais incapables de rompre avec les organisations de la collaboration entre les classes donc contre-révolutionnaires dans les faits) est de ramener peu à peu dans le giron bourgeois les éléments que les contradictions sociales conduisent vers l'affrontement avec la bourgeoisie, son Etat et son mode de production.

La LCR a ainsi participé à la campagne des législatives avec l'orientation suivante: il faut faire gagner la gauche en sachant que cette fois-ci, à l'inverse de 81, les travailleurs auront la capacité d'exiger qu'elle tienne ses engagements et d'empêcher qu'elle gouver-

ne en faveur des patrons. Les quelques mois qui viennent de s'écouler ont montré ce qu'il en était; dès les premiers jours de son installation le nouveau gouvernement s'est empressé de renier ses promesses: SMIG, Renault-Vilvorde, sans-papiers, etc. Une nouvelle fois les pompiers sociaux s'emploient, sans perdre de temps, à satisfaire les exigences du capitalisme national - y compris en bousculant leurs propres vieux dogmes sur le service Public, les nationalisations, etc. - tout en anesthésiant le prolétariat au prix de quelques très minimes concessions grâce à l'influence multiforme qu'ils conservent en son sein. La LCR en tire-t-elle la conclusion que la tâche est donc de combattre pied à pied cette influence paralysante qu'elle avait si grandement sous-estimée?

Pas du tout! «Le Monde» du 2/9 nous apprend qu'à l'«Université d'été» de la LCR, non seulement des représentants du PS avaient été invités, mais qu'ils ont été reçus «avec chaleur». Mais c'est Krivine qui a mis les points sur les i. Dans son discours politique il a déclaré que la LCR n'était sans doute «pas dans la majorité gouvernementale - parce qu'on ne lui avait pas demandé et que de toute façon, vu le cadre de Maastricht, elle n'aurait pas voulu», mais qu'elle faisait partie de «cette gauche qui a contribué à battre la droite» et qu'elle souhaitait donc que la majorité «réussisse». Les critiques qu'il a adressées aux socialistes sont significatives: «L'idée qu'on peut satisfaire à la fois les travailleurs et le patronat est fautive. (...) Cette politique de concessions sans choix politique véritable ne mènera à rien. Pire, elle sera perdante sur tous les fronts»; mais, a-t-il ajouté selon le quotidien, «nous n'attendons pas en nous léchant les babines que ce gouvernement, fait de sociaux-démocrates et de communistes, trahisse».

C'est là une attitude de **soutien** effectif du gouvernement actuel; elle est seulement plus dangereuse que si la LCR faisait effectivement partie de la majorité gouvernementale, car elle lui permet d'oeuvrer à ce soutien de l'intérieur des mouvements où elle participe, ce qui ne lui serait pas possible autrement. C'est bien la raison pour laquelle le PS n'a pas envisagé de faire entrer des trotskystes dans la majorité, mais a envoyé des représentants à cette Université d'été, bien qu'il savait que le gouvernement y serait critiqué. Ces critiques sont indispensables si la LCR veut conserver une audience, et donc avoir une **utilité** quelconque pour les organisations réformistes (c'est-à-dire: contre-révolutionnaires) aujourd'hui en charge du

gouvernement de l'impérialisme français. D'ailleurs ces critiques elles-mêmes sont plus qu'insuffisantes, elles sont fausses. La gauche a bel et bien fait un «choix» véritable, et depuis bien longtemps: le «choix» de privilégier toujours les intérêts du capitalisme sur les intérêts des prolétaires; en outre il ne s'agit pas d'un choix au sens propre du mot, d'une libre décision qui pourrait un beau jour, peut-être sous la pression des prolétaires, être remplacé par une décision inverse. Les organisations collaborationnistes sont totalement intégrées dans les structures socio-politiques du système capitaliste et ce n'est qu'à l'intérieur de ce cadre qu'elles peuvent essayer de défendre les revendications de leur clientèle électorale, à condition que cela n'entre pas en contradiction avec les besoins et intérêts généraux du capitalisme ou de ses groupes dominants. Dans ce cas les organisations et partis réformistes n'hésitent pas à s'attaquer à leurs propres partisans: des décennies et des décennies de pratique collaborationniste en ont fait ce que les bolchéviks appelaient des agents de la bourgeoisie, des instruments bien rodés du système capitaliste, indispensables pour paralyser la classe ouvrière et l'empêcher de retrouver le chemin du combat révolutionnaire.

L'idée qu'il serait possible de concilier les intérêts opposés des patrons et des travailleurs n'est pas du tout ce qui guide la politique du gouvernement: c'est en fait l'axe fondamental de la propagande réformiste qui prétend réconcilier les classes opposées, grâce à l'action de l'Etat démocratique qui serait au dessus de ces classes et neutre par rapport à leurs intérêts réciproques.

Tout cela qui représente l'ABC du marxisme la Ligue dite «Communiste Révolutionnaire», le **cache** aux prolétaires à qui elle fait croire au contraire qu'il serait possible de pousser la gauche à défendre leurs intérêts. La LCR ne sert donc pas seulement d'école et de tremplin à d'ambitieux arrivistes; elle sert à camoufler la nature anti-prolétarienne et pro-capitaliste des partis et organisations «de gauche». A sa manière et dans le milieu particulier des mouvements sociaux où elle est active, elle rend un précieux service à ces partis et à la bourgeoisie qui leur a confié la gestion de son gouvernement.

Aux Editions Programme  
(192 pages - 60 FF)

« BILAN D'UNE REVOLUTION »

- Les leçons d'Octobre 1917  
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie  
- L'économie russe d'Octobre à nos jours

El programa comunista  
No 43 - Diciembre de 1995

-La burghesia ha celebrado la «Liberación» y el fin de la guerra mundial  
-El capitalismo soviético en crisis (1)  
-Siguiendo el hilo del tiempo: ¿ Para poner los puntos sobre las ies!  
-A la memoria de la vieja guardia

## La démagogie de Lutte Ouvrière

DE LA FAUSSE INTRANSIGEANCE  
FACE AUX POLITICIENS DE  
GAUCHE ...

Alors qu'elle appelait régulièrement autrefois à soutenir les candidats de gauche au deuxième tour et là où elle n'était pas présente (souvenons-nous de son fameux appel en 1981 à voter «sans illusions mais sans hésitations» pour Mitterrand!), L.O. depuis quelques temps affecte de prendre des allures intransigeantes et condamne la gauche aussi bien que la droite. Mais cette intransigeance supposée ne résiste pas au moindre examen. L.O. a réuni dans sa revue «théorique» (*Lutte de classe*) n° 28, été 1997) les textes - très brefs - de ses interventions officielles (à la radio, télé, professions de foi des candidats, texte des affiches) lors de la campagne électorale et elle donne son analyse de cette campagne.

Citons les couplets les plus percutants: «*Mais tous les hommes politiques qui prétendent qu'ils ont des solutions pour réduire le chômage, alors qu'ils se sont succédés au gouvernement depuis 15 sans le faire, mentent, les uns comme les autres. Ils n'ont pas de solution contre le chômage car il n'y en a pas, si on respecte les profits du patronat. Ils sont paralysés (...) car ils sont incapables de s'en prendre aux détenteurs de capitaux, aux véritables dirigeants de l'économie.*

*Tout homme politique, qu'il soit de droite ou de gauche, qui ne dit pas qu'il faut s'en prendre aux profits patronaux pour déplacer le centre de gravité des sacrifices (?), cherche à faire endurer la situation actuelle aux classes populaires (sic).*

*Tout homme politique, de droite ou de gauche, qui ne dit pas qu'il faut menacer de réquisition sans indemnité ni rachat toutes les entreprises qui osent procéder à des licenciements alors qu'elles ont le cynisme d'afficher des bénéfices, est un adversaire des travailleurs.*

*Tout homme politique qui ne dit pas qu'il faut ôter le pouvoir au patronat de décider du jour au lendemain de fermer une usine, qu'il faut rendre publics tous les comptes des grandes entreprises, qu'il faut supprimer le secret bancaire et le secret commercial, est complice de l'aggravation du chômage.*

*Tout homme politique qui ne vous dit pas qu'il faut rendre publics les comptes en banque des dirigeants des grandes entreprises, de leurs principaux actionnaires, et*

*qui prétend quand même lutter contre le chômage, est au service du patronat.*

*Les candidates et candidats de Lutte Ouvrière, au contraire, vous disent tout cela car c'est leur programme et vous disent aussi, qu'ensemble, avec vous, nous pourrions imposer ces mesures».*

Certes, cela ne sonne pas si mal dans la fade bouillie des discours électoraux: on peut comprendre que ce genre de tirades aient scandalisé les confrères trotskystes de la LCR tout occupés à faire les yeux doux aux politiciens de gauche que L.O. rudoie et qui les ont condamné ces propos comme de l'«*anti-capitalisme abstrait*».

### ... A LA SERVILITÉ DEVANT L'OPPORTUNISME

Anti-capitalistes, ces tirades ne le sont sûrement pas, ou alors il faudrait admettre que Georges Marchais qui en était le précurseur lorsqu'il lançait le slogan de «*faire payer les riches*», était anti-capitaliste, ou même l'affairiste Tapie qui, plus audacieux que L.O., avait proposé d'interdire les licenciements dans toutes les entreprises et pas seulement dans celles qui font des bénéfices! L.O. ne propose au fond qu'un rééquilibrage des sacrifices en les répartissant démocratiquement entre tous, capitalistes et «*classes populaires*» (selon l'«*interclassisme*» repris du PCF) et non le rejet complet des sacrifices que le capitalisme impose au **prolétariat**. Mais en outre les farouches discours où les «hommes politiques de droite ou de gauche» étaient mis en accusation n'ont pas duré longtemps. Quelques semaines à peine après les élections, on pouvait trouver un tout autre ton dans un édito de «L.O.». Le 20 juillet on pouvait ainsi lire: «*Les travailleurs préféreraient un gouvernement de gauche qui combattrait le patronat [l'Etat bourgeois, connais pas!] et soutiendrait les travailleurs. (...) Le gouvernement ne peut pas tout faire et il faut l'aider, disent les dirigeants du PCF. Pourquoi pas? Mais pas passivement justement! (...) Pourquoi ne pas discuter comment les travailleurs pourraient aider à changer le rapport de force entre la gauche et le patronat? C'est le seul moyen de changer la situation sociale actuelle et peut-être d'empêcher Le Pen de venir au pouvoir. (...) Alors l'aider [le gouvernement]? Pourquoi pas si c'est de cela qu'il a besoin, mais surtout poussons-le!*».

Disparus les politiciens de gauche au service du patronat! Finis les titres ronflants

de page de couverture où l'on affirmait «*Gauche ou droite, premiers ministres et majorité passent, la bourgeoisie reste, le changement il faudra l'imposer par la lutte!*» (L.O. du 30/5)! Maintenant le seul moyen de changer la situation sociale est de changer le rapport de force entre... gauche et patronat, de «pousser» le gouvernement de cette gauche qui, tout compte fait, ne doit donc pas être si au service du patronat que ça...

Il ne s'agit pas d'une «maladresse» du responsable de L.O. chargé ce jour là de rédiger («l'éditorial d'Arlette») et qui se serait embrouillé en voulant, de façon tortueuse, prendre au mot les dirigeants du PCF. Si, par la suite, les éditoriaux de L.O. n'ont pas ouvertement repris le thème de l'«aide» à apporter au gouvernement Jospin, le moins qu'on puisse dire est qu'ils entretiennent l'équivoque. En effet ils parlent de «*gouvernement faible devant le patronat*» - ce qui accredit l'idée que ce gouvernement est malgré tout du côté des prolétaires et laisse supposer qu'il a besoin d'être renforcé ou aidé par ceux-ci; ils disent qu'un échec de la gauche profiterait au Front National, apportant de l'eau au moulin de la gauche quand elle prétend qu'il faut la soutenir parce qu'elle est la seule alternative à l'extrême-droite: comme si le prolétariat n'avait pas sa **propre alternative**, classiste et révolutionnaire, à opposer aux uns et autres!

Pour couronner le tout Arlette Laguiller s'est rendue à la Fête de l'Huma pour serrer la main de Hue devant les caméras de la télévision. «Lutte Ouvrière» s'en glorifie dans l'éditorial de ses bulletins d'entreprise (15/9, reproduit dans L.O. du 19/9) qui porte le titre: «*Les mêmes préoccupations, les mêmes intérêts*». Après avoir affirmé que «*les inquiétudes de bien des militants et sympathisants du P.C.F.*» sont légitimes, l'édito poursuit: «*Car ce n'est pas seulement l'avenir de ces entreprises [Air France, France Télécom, SNCF] et de leurs salariés (ce qui est déjà beaucoup) qui est en cause (...). C'est l'avenir politique du pays lui-même!*».

En effet «*Le plus grave [dans la politique dans laquelle s'est engagé le gouvernement] est que si elle déçoit, si elle démoralise une nouvelle fois les travailleurs, cela laissera le champ libre au Front National. (...) Les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière ne sont pas les adversaires du Parti Communiste et de ses militants (...). Et ils sont solidaires des militants et sympathisants du Parti Communiste Français qui voudraient que leur parti mène une autre politique. C'est pour affirmer cette solida-*

*rité qu'ils étaient nombreux le week-end dernier, à la fête de l'Huma y compris Arlette Laguiller qui avait répondu à l'invitation du PCF.*

*Car quelles que soient les différences d'appréciation qui peuvent exister entre travailleurs communistes, socialistes et révolutionnaires ou ne se reconnaissant dans aucun parti, nous avons tous un intérêt commun évident: imposer des mesures qui s'attaquent vraiment au chômage, à la misère croissante, en prenant pour cela l'argent là où il est, dans les coffres-forts de tous ceux qui depuis des années ne cessent de s'enrichir malgré la crise. D'autant que si un échec de plus de la gauche survenait, Le Pen ne ferait pas de différence entre nous.*

Ainsi donc les différences entre révolutionnaires et réformistes ne seraient que des différences d'appréciations éventuelles? Ainsi donc le PC pourrait mener une *autre politique*, véritablement conforme aux intérêts prolétaires, pour peu que ses militants s'en donnent la peine? Ainsi donc il devrait y avoir une *solidarité* entre les révolutionnaires et ce parti édifié sur l'écrasement de la révolution russe et sur la soumission de la classe ouvrière aux intérêts capitalistes? Ainsi donc les prolétaires devraient souhaiter la réussite de la gauche (par peur de l'ogre Le Pen)? Il n'y a pas à dire, la poignée de main entre Hue et Laguiller a dû être bien chaleureuse!

En reprenant le style de L.O., nous pouvons donc écrire:

*Tout homme, femme ou organisation politique d'extrême-gauche qui ne dit pas que le PCF, le PS et les diverses organisations de gauche sont par nature au service du capitalisme, et qu'il leur est impossible d'agir autrement, ment aux prolétaires.*

*Tout homme, femme ou organisation politique d'extrême gauche qui dit qu'il faut redouter l'échec de la gauche cherche à duper les prolétaires en les ramenant dans le giron de cette gauche.*

*Tout homme, femme ou organisation politique d'extrême-gauche qui dit qu'il est possible d'en finir, ou au moins de réduire sérieusement le chômage, la misère et l'exploitation sans renverser l'Etat bourgeois, instaurer la dictature prolétarienne et liquider le capitalisme, mais par une simple et indolore «autre politique» est un adversaire des prolétaires.*

*Tout homme, femme ou organisation politique d'extrême gauche qui diffuse les positions ci-dessus et qui se dit révolutionnaire est au service de la bourgeoisie (et reçoit de celle-ci un bonne rétribution pour sa participation aux élections).*

## Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (4)

Dans le précédent n° du «Prolétaire», nous avons brièvement décrit les événements saillants de 1921-1922 et le sabotage de fait par les dirigeants syndicaux socialistes de la grève générale de l'été 1922. L'échec de cette grève générale et la répression qui suivit, démoralisa la classe ouvrière et ouvrit réellement la voie à la venue des fascistes au pouvoir après la mascarade de la «marche sur Rome». Pour ce qui est de l'analyse théorique et politique générale du fascisme faite dans le feu de l'action par notre courant, nous renvoyons le lecteur à la brochure «*Communisme et Fascisme*» dont nous venons de publier un reprint.

### APRÈS L'ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Après la défaite que les prolétaires avaient subie à cause de l'ordre de reprise du travail lancé par les chefs syndicaux, et tandis que la presse communiste appelait à soutenir la résistance des secteurs qui se battaient encore, la direction (aux mains des «maximalistes») du Parti Socialiste donnait le mot d'ordre du... recueillement! «*Recueillement pour tous, qui serve à corriger les erreurs, à rectifier le front, à perfectionner l'instrument de la lutte. Ce recueillement ne comporte ni redditions ni impatience*» (Manifeste du PSI, 8/8/1922). Comme si l'ordre de cessation de la grève générale n'avait pas été la suprême reddition, comme

si les combats désespérés qui se déroulaient encore dans quelques grandes villes nécessitaient le recueillement et la patience des prolétaires! Le Manifeste continuait en proclamant que l'attaque fasciste «*se repousse avec une forte organisation et l'organisation ne permet pas d'impatiences individuelles; elle veut la discipline dans l'action. Une telle discipline s'impose à tout le prolétariat qui a trouvé le moyen unique, le seul, pour éprouver sa force... Le PSI a besoin de tous ses adhérents pour continuer cette bataille qui est peut-être dans sa période aiguë. Les preuves d'abnégation individuelle que vous avez données sont admirables, mais elles ne suffisent pas. La fureur adverse en appelle d'autres, et en premier lieu, la résistance sur les positions*

*conquises dans les administrations publiques*» (souligné par nous).

Pas un mot pour condamner les dirigeants de la CGL, pas une allusion aux batailles armées en cours! Non, car la grande préoccupation des maximalistes est de garder le contrôle de ses municipalités et de ses autres postes «conquis» dans l'administration de l'Etat!

Il était urgent de donner aux prolétaires encore engagés dans la lutte ou brûlant de la reprendre par solidarité avec leurs frères de classe des mots d'ordre qui, sans aucune démagogie, les aident à se remettre de la première vague de désarroi et de démoralisation consécutive à la brusque interruption de la grève, et qui leur indiquent les voies d'une reprise dans les meilleures conditions et sur une position politique bien délimitée. Le «recueillement» et la «discipline» à ses consignes auquel la direction du PSI invitait les ouvriers ne servait qu'à anesthésier le prolétariat. La voie à suivre était différente. Il fallait non seulement appuyer les prolétaires encore en lutte, mais éviter à tout prix que s'étende la démoralisation inévitable provoquée par la contre-offensive du fascisme et de l'Etat, consécutive à l'étouffement de la grève générale; il fallait que les prolétaires se sentent soutenus non seulement «moralement», mais surtout matériellement, par une force politique qui les guide; il fallait que les organisations économiques et, en

particulier, les Bourses du Travail, citadelles traditionnelles de la défense armée, soient protégées aussi bien de l'attaque des forces de l'ordre, légales ou extra-légales, que des manoeuvres confédérales qui sous prétexte de... remonter la pente, orientaient les syndicats vers des voies et des méthodes qui ne pouvaient qu'en dénaturer le caractère de classe, et, conformément à la **commune** idéologie réformiste et fasciste, les transformer en organes de collaboration nationale et de soutien à l'Etat.

Tandis que les bonzes confédéraux et les socialistes profitaient de la situation pour démobiliser les syndicats et démoralisaient les prolétaires en les détournant de la lutte violente, les communistes lançaient le mot d'ordre d'«**unité syndicale du prolétariat italien en dehors de toute influence du patronat et de l'Etat**» et appelaient au maintien de l'Alliance du Travail «malgré et contre ceux qui l'ont dénaturée». Alors que les bonzes confédéraux lançaient une campagne de diffamation, de calomnies et de faux bruits - par exemple que les communistes voulaient scinder le syndicat - et expulsaient les prolétaires et les organisateurs les combattifs, le PC organisait le 6 septembre un congrès des «gauches syndicales» (rassemblant anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, maximalistes, etc.) pour

## Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (4)

( SUITE DE LA PAGE 5 )

une entente sur les points suivants qui devaient être défendus dans toutes les instances syndicales:

*«Les organisations syndicales doivent être indépendantes de toute influence de l'Etat bourgeois et des partis de la classe patronale, et leur drapeau doit être celui de la libération des travailleurs de l'exploitation patronale.»*

*«Le front unique prolétarien pour la défense contre l'offensive patronale doit être maintenu et renouvelé dans l'Alliance du Travail, restreinte aux organisations qui l'ont fondée et constituée de façon à refléter les forces et la volonté des masses.»* Ces points furent adoptés par tous les participants avec l'addition d'une clause stipulant que l'Alliance du Travail devait *«délibérer à la majorité»* et *«assurer à chaque syndicat et aux fractions militant en son sein une consultation fidèle et une représentation proportionnelle»* et l'initiative approuvée en tant que *«préparation nécessaire à la fusion souhaitée et définitive de toutes les organisations de classe des travailleurs italiens en une seule.»*

Cette initiative permit de maintenir unis les rangs des prolétaires les plus combatifs et de développer une intense propagande des principes et des méthodes communistes en rapprochant des organisations syndicales jusqu'aux inorganisés et aux chômeurs. Si après la venue au pouvoir des fascistes, les organisations économiques demeurèrent longtemps un os difficile à ronger pour les chemises noires, c'est en grande partie à cette initiative qu'on le doit. De leur côté les chefs syndicaux se sentirent obligés de promettre la convocation d'un congrès de la CGL - promesse qui ne fut jamais tenue car Mussolini arrivant au pouvoir, ils se lancèrent aussitôt dans une tentative de flirt avec celui-ci.

Restait le problème de l'action militaire. Dans ce domaine, la ligne du parti était tracée depuis plus d'un an. *«Sans prétendre pour autant renverser le pouvoir bourgeois ou abattre le fascisme, ni se laisser entraîner à des actions qui compromettraient sa propre organisation [le parti doit] veiller à la préparation et à l'armement nécessaires pour apporter l'appui technique adéquat à la lutte prolétarienne de harcèlement contre un adversaire ayant l'avantage du nombre et de la position stratégique»* et tout en s'efforçant de réagir contre la démoralisation engendrée par la légende d'invincibilité propagée par les fascistes et par les appels des réformistes en faveur du désarmement moral et pratique,

*«opposer la force à la force, l'organisation à l'organisation, l'armement à l'armement, non comme un vague mot d'ordre à appliquer dans un avenir lointain, mais comme une activité pratique non seulement possible, mais seule susceptible de préparer le prolétariat à une riposte armée.»*

Pour atteindre ce but il était essentiel de constituer un encadrement centralisé obéissant à une discipline unique afin d'éviter des actions non prévues par le parti, mais cela aurait été impossible si celui-ci avait été accepté des comités d'action militaire mixtes inspirés par des buts politiques divergents. En agissant *«envers la bourgeoisie comme le mouvement fasciste le fait envers le prolétariat»*, en donnant *«le plus grand relief aux actes de violence commis soit par des forces prolétariennes spontanément organisées soit par ses propres militants en réponse aux coups ennemis»* et sans jamais faire que *«le problème majeur est l'organisation de la lutte armée du prolétariat»*, le Parti Communiste d'Italie aurait pu devenir le pôle naturel des masses *«qui tendent à la lutte antifasciste et qui ayant assimilé l'expérience de la solidarité entre l'Etat et le fascisme»* ont tiré de cette expérience la conviction que seule la dictature du prolétariat, dirigée par le parti de classe et surgie des

développements de la lutte ouverte et violente, aurait brisé définitivement le joug du Capital (1).

### LA VENUE AU POUVOIR DES FASCISTES

Entre-temps le fascisme avait le jeu facile. Tout en prétendant réaliser une «révolution», les chefs fascistes entraînaient en pourparlers confidentiels au cours du mois d'octobre avec les autorités pour arriver au pouvoir selon les normes constitutionnelles, y compris dans un gouvernement de coalition. Ces tentatives ayant échoué, l'intervention pressante des milieux industriels auprès du Roi détermina celui-ci à nommer Mussolini Premier Ministre. L'organisation de la «marche sur Rome» ne fut qu'une mise en scène organisée pour donner l'impression d'une prise de pouvoir révolutionnaire, alors même que les institutions de l'Etat démocratique, qui depuis deux ans prêtaient main forte aux forces fascistes «illégal» n'opposèrent absolument aucune résistance à cette accession au pouvoir qui ne respectait aucunement les formes constitutionnelles: le passage de la démocratie au fascisme se réalisa en un clin d'œil, sans aucun véritable affrontement - et encore moins sans affrontement violent -, entre démocrates et fascistes.

Non seulement tous les partis bourgeois applaudirent ou laissèrent faire l'arrivée au pouvoir des fascistes, mais les socialistes ne réagirent pas davantage. Au contraire, dès l'arrivée au pouvoir de Mussolini les chefs syndicaux firent savoir qu'ils étaient tout disposés à collaborer; le chef de la CGL se précipita pour faire savoir qu'il était prêt à participer au nouveau gouvernement (le quotidien fasciste «Il Popolo» déclarera poliment que, *pour le moment*, Mussolini s'abstenait de faire participer des représentants de la CGL au Gouvernement...), tandis que le 1er décembre les dirigeants du Syndicat des Cheminots écrivaient dans leur organe de presse qu'ils n'avaient *«pas d'idées préconçues d'aucune sorte sur le Gouvernement. Si le Gouvernement veut tenir compte de nos revendications (...) il trouvera dans le personnel des chemins de fer des collaborateurs expérimentés, capables et techniquement éprouvés.»*

Si l'attitude des bonzes syndicaux réussit à paralyser les prolétaires, elle ne désarma en rien les fascistes qui ne perdirent pas de temps pour lancer une grande offensive anti-prolétarienne. Dans les deux derniers mois de 1922 17.000 cheminots étaient renvoyés, 25.000 autres devant suivre cette première charrette, la journée de 8 heures était supprimée dans ce secteur; les impôts sur les

salaires augmentaient (le capital industriel et financier voyait ses charges fiscales fortement allégées). L'offensive légale et extra-légale qui se déroula de novembre 22 à février 23 frappa avec une extrême violence les communistes. Les 2 organes principaux du parti («Il Comunista» et l'«Ordine Nuovo») furent supprimés et leurs rédactions saccagées; des milliers de militants furent arrêtés. Le dernier bastion prolétarien, Turin, fut dévasté en décembre, les militants matraqués de la base au sommet, et une chasse à l'homme (et aux armes) se déclencha, tandis que les communications entre le centre du parti et les sections devenaient extrêmement difficiles. Malgré tout l'organisation illégale résista à l'attaque et *«permit après février une rapide reconstruction de l'appareil du parti et son fonctionnement normal au milieu des pires difficultés»* selon ce qu'écrivait plus tard la minorité de droite, mettant même ce résultat *«entièrement à l'actif de la Gauche»* qu'elle combattait.

Contrairement aux affirmations de l'historiographie officielle, la Gauche jugeait de façon nullement optimiste (et en tout cas de façon plus pessimiste que l'Internationale) le tournant historique marqué par l'arrivée du fascisme au pouvoir. Mais en même temps, elle se refusait à tirer de son opinion sur la durée probable du nouveau régime la conclusion que la partie était perdue et à plus forte raison qu'il fallait s'adapter à la situation en modifiant les objectifs de lutte et les méthodes d'action. Pour la Gauche, le fascisme était un effort de toute la classe dominante pour surmonter ses propres antagonismes internes et pour unifier ses forces (tout comme le prolétariat était poussé à unifier les siennes autour de son parti de classe), usant alternativement à l'égard de celui-ci et même de ses propres fractions indociles de la matraque totalitaire et de la carotte réformiste. Il résultait de cette analyse qu'une fois arrivé au pouvoir au milieu des applaudissements de tous les partis bourgeois, avec la neutralité impuissante du réformisme et du centrisme socialistes et de la neutralité bienveillante de la C.G.L., le fascisme devait, selon toutes probabilités, devenir une «chose sérieuse», une force bien décidée à ne pas lâcher les rênes et durablement installée à la tête de l'Etat. Si la gauche regardait pourtant l'avenir avec sérénité et refusait avec fermeté de changer de programme, c'est qu'elle était convaincue que cet effort de la bourgeoisie était voué à la longue à l'échec, comme toutes ses prétentions à surmonter ses contradictions, car même si elle y réussissait momentanément à l'intérieur, elle ne pourrait pas surmonter les contradictions internationales ni tempérer la

«répulsion réciproque» des capitalismes nationaux. Manifestation superstructurelle typique de l'impérialisme, le fascisme devait inévitablement subir le même sort que ce dernier. La Gauche jugeait par ailleurs que l'impuissance et la complicité manifestes des socialistes et de la CGL, jointes au fait que toutes les forces bourgeoises avaient jeté le masque en se réfugiant sous la protection des chemises noires, devaient contribuer toujours plus à orienter vers le seul parti resté fidèle à la ligne de conduite révolutionnaire un prolétariat qui n'était nullement «ramené à la raison».

### L'INTERNATIONALE ÉCARTE LA GAUCHE DE LA DIRECTION DU PARTI

Mais au début de février 23 les fascistes arrêtaient Bordiga, Grieco et d'autres dirigeants du parti. Les quelques dirigeants qui avaient échappé à la rafle s'efforcèrent de réorganiser le parti et de le maintenir dans la ligne qu'il avait suivi jusque là. Mais 6 mois plus tard l'usure de cette lutte sur tous les fronts - y compris sur le front de l'Internationale Communiste - ne pouvait manquer d'influer sur ces hommes qui étaient par ailleurs de formation ordinoviste et centriste. En juin 23 l'Internationale décida de nommer une nouvelle direction «provisoire» du PC d'I qui appliquerait sa ligne sans discuter, et ils finirent par céder, alignèrent le dernier tournant décidé à Moscou (celui du *«gouvernement ouvrier et paysan»*), acceptèrent de chercher l'unité avec le PSI et gardèrent le silence sur les extravagances de la ligne politique suivie en Allemagne: exaltation du «national-bolchévisme», orientation vers un gouvernement commun avec les sociaux-démocrates, analyse de la vague nazie comme manifestation... du déplacement de la petite bourgeoisie vers des positionstendanciellement révolutionnaires, etc.!

L'accusation principale contre l'ancienne direction était qu'elle avait fait échouer, par sectarisme, la fusion avec le PSI. Largement déconsidéré et sans perspectives après sa honteuse responsabilité dans l'échec de la résistance prolétarienne face aux progrès de la contre-révolution, le PSI décida lors de son Congrès de Rome (octobre 22) de recommencer la comédie d'un tournant à gauche. Après qu'une minorité ouvertement réformiste et anti-communiste se soit séparée et organisée en Parti Socialiste Unitaire, la majorité - dite «maximaliste» - vota pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Mais au lieu de se rendre compte qu'il ne s'agissait là que d'une manoeuvre destinée à masquer la responsabilité de ce parti dans la

## Octobre 17 et la révolution socialiste future (I)

( SUITE DE LA PAGE 1 )

monde et d'observer à l'écart la tragédie de la classe prolétarienne s'entre-déchirant sur les ordres du Capital. Son mot d'ordre était: *«Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile!»*, non seulement parce que, pour elle, il n'y avait pas de paix démocratique possible, le diktat allemand de Brest-Litovsk le prouva bien, mais parce que tel était l'intérêt du mouvement révolutionnaire.

Cette menace se précisa quand, en mars 1919, alors que la guerre civile faisait rage en Russie, l'Internationale communiste se fonda à Moscou. Groupant des révolutionnaires des principaux pays d'Europe, moins les chefs spartakistes assassinés en janvier au cours de la bestiale répression de l'insurrection ouvrière de Berlin, qu'était donc cette Internationale nouvelle qui adressait son premier manifeste aux prolétaires du monde entier? D'où provenait-elle? Quels étaient ses buts?

*«Il y a soixante-douze ans, disait-elle, le*

*Parti communiste présente au monde son programme sous forme d'un Manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé de la haine et des persécutions des classes dominantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois-quarts de siècle, le développement du communisme a (...) connu tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement (...); mais, au fond, le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste de 1848. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire de différents pays (...) rassemblés à Moscou, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'oeuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.*

*Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, et, par là même, de faciliter et de hâter la*

*victoire de la révolution communiste dans le monde entier.»*

Même pour l'obtuse société bourgeoise, ces ardentes paroles étaient claires, d'autant plus claires qu'au même moment l'Armée rouge des Soviets se proclamait **armée de la IIIe Internationale!** Elle sentit qu'Octobre ne menaçait pas seulement l'ordre ancien démesurément attardé en Russie jusqu'au coeur du XXe siècle, mais l'ordre du XXe siècle lui-même, l'ordre bourgeois et capitaliste qui n'avait que fort peu pénétré l'ancien empire des Tsars, mais qui dominait toute l'Europe et le monde, bien assis derrière sa façade de démocratie parlementaire.

Si c'était un «complot», il était international! Si c'était une révolution, ce n'était pas une révolution russe cherchant des appuis européens et extra-européens, mais une révolution européenne et mondiale cherchant un appui en Russie; ce n'était pas une révolution nationale tentant de se débarrasser ses frontières naturelles, mais une révolution de classe tentant de se déployer dans toute son ampleur par delà les frontières contre nature des Etats capitalistes. Bref, Octobre, ce n'était pas la Russie nouvelle frappant aux portes de l'Europe et du monde pour se faire admettre dans le concert des nations: c'était le communisme ressuscité relançant son défi de toujours à la société bourgeoise!

## Fascisme, anti-fascisme

défaite de la classe ouvrière (tout comme le *centrisme* maximaliste avait déjà été responsable de la défaite de la vague prolétarienne de 1920, lors de l'occupation spontanée des usines), l'Internationale prit cette décision au sérieux, décréta le PSI «parti sympathisant», reçut une délégation socialiste à son IV<sup>e</sup> Congrès et obligea le Parti Communiste à engager des pourparlers pour une «fusion immédiate» des deux partis! L'encre des résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès n'était pas encore sèche et la délégation socialiste à peine rentrée en Italie, que la direction du PSI reprenait ses attaques contre le PC d'I et l'Internationale. Il est possible de dire que c'est l'équivoque maximaliste, malheureusement entretenue par Moscou, qui après avoir freiné la défense et la contre-offensive prolétarienne en 1922, l'a complètement arrêtée en 1923, non pas tant parce que le maximalisme aurait développé une action propre, mais parce que la direction de l'Internationale choisit précisément ce moment - en dépit de toute logique et même de tout «réalisme concret» pour reprendre un vocabulaire qui lui était cher - pour se jeter à corps perdu dans une tentative laborieuse et surtout inutile de «récupérer» les maximalistes, subissant leurs ignobles chantages et régulant sa ligne de conduite en Italie sur la leur, c'est-à-dire sur un... néant.

Quelques mois plus tard, voyant s'évanouir tout espoir de fusion, l'Internationale suggérera un «bloc» entre le PSI et le PC d'I sans même consulter ce dernier, afin de leur permettre à tous deux de se... «mettre d'accord»! L'Internationale poursuivra son rêve de «récupération» même après le congrès socialiste des 15-17 avril 23 à Milan qui avait

proclamé sa volonté de ne subir aucune condition d'adhésion et de les dicter lui-même. L'I.C. modifiera les conditions de fusion qu'elle avait elle-même proposées, ce qui n'empêchera pas le PSI de les refuser régulièrement. Et les séances du Comité exécutif élargi de juin 23 consacrées à la question italienne seront employées à un procès interminable de l'ancienne direction, au moment précis où il aurait fallu des directives fermes et cohérentes contre l'offensive fasciste grandissante et contre les bonzes de la CGL qui cherchaient à se rapprocher de Mussolini: mais pour Moscou, il était plus important d'installer une nouvelle direction du PC qui se prêterait à tous les zig-zag tactiques et à toutes les manœuvres.

Cette direction sera donc maintenue même après la libération des dirigeants de la Gauche et en dépit du fait qu'elle était minoritaire dans le parti (il lui faudra en effet plusieurs années de «bolchevisation» administrative du parti pour réduire l'influence de la Gauche et pour qu'elle puisse organiser, en 1926, un Congrès qui la légitimise); peu à peu elle se pliera à une orientation qu'elle avait d'abord suivie à contre-cœur et s'en glorifiera. Pendant toute l'année 1923 et au début de 1924 le PC oscille entre son attachement à un passé de cohérence programmatique et pratique et les pressions toujours plus insistantes, à l'extérieur de l'Internationale pour une «nouvelle» politique et à l'intérieur d'une «aile droite» confuse mais qui ne cesse de se renforcer. C'est cette voie que le parti sera contraint de suivre, malgré ces oscillations, non sans perdre le prestige et l'influence réels qu'il s'était conquis au sein des masses dans la phase précédente; et c'est précisément lorsqu'il la suivit qu'il jeta les bases du «nouveau parti»,

non plus communiste, mais national et démocratique.

Il serait stupide d'attribuer ce tournant fatal au rôle d'un individu - Gramsci - comme le fait l'historiographie anti-matérialiste habituelle: le processus eut évidemment des racines bien plus profondes. Tout ce qu'on peut dire est que Gramsci a été l'instrument d'un cours **international** vers lequel le portaient sa propre formation de «dernier idéologue de la démocratie italienne». L'*ordnovisme* - ces conceptions éclectiques, à fond idéaliste et non marxiste, qui caractérisaient le courant gramsciste dans le Parti Socialiste en 1920 - avait disparu lors de la formation du Parti Communiste à laquelle Gramsci et ses amis avait participé; il ressusciterait pour la bonne raison que le cours de l'Internationale lui rouvrirait la porte et lui donnait carte blanche. Ce sera alors un ordnovisme «enrichi» de la conception du «parti fort», du «grand parti» à base prolétarienne sans doute, mais à mission **national-populaire**, du parti **bureaucratiquement centraliste** dans son organisation interne et **fédéraliste** dans son programme, «hégémonique» dans son ambition et voué à tous les compromis, bref du parti placé sous le signe de l'*«Unità»* (unité), titre de son nouvel organe central publié à partir de février 24 pour prendre la place de *«Il Comunista»*.

(A suivre)

(1) Les citations sont tirées du «*Projet de programme d'action du PC d'Italie présentée en vue du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste*» (rédigé début octobre 22), publié sur «*Programme Communiste*» n° 67 (juillet 75).

## RECTIFICATIF

Une regrettable erreur s'est glissée dans l'article «*Polémique contre "Auschwitz ou le grand alibi": Les croisés de l'anti-fascisme démocratique à l'assaut du marxisme*» paru sur le n° précédent de ce journal. En commentant les «points» de l'historien américain Wyman, l'article donne comme exemple du fait que la conduite des Alliés envers les Juifs n'avait pas été meilleure que celle des Américains, l'attitude de l'Armée russe attendant l'arme aux pieds devant Varsovie que les Allemands aient écrasé l'insurrection du ghetto. C'est là une regrettable confusion: l'insurrection du ghetto a eu lieu bien évidemment **une année avant** ce qu'on a appelé la *Commune de Varsovie* (1944) que les armées de Staline laissèrent écraser, non par antisémitisme, mais par souci du futur ordre contre-révolutionnaire d'après-guerre.

L'attitude russe face à l'insurrection de Varsovie ne prouve donc rien par rapport à la question juive, même si elle est par ailleurs une preuve supplémentaire que cette guerre était bien une **guerre impérialiste** pour le partage du monde et non une croisade du Bien contre le Mal, de la Liberté, de la Démocratie et de la Justice contre le Totalitarisme et la Dictature.

## Correspondance LA DERNIERE LUTTE DES PROLETAIRES DE VALEO (EVREUX)

### LES ORIGINES DU CONFLIT

Pour la direction de Valéo, dont les usines fabriquent de l'équipement automobile pour plusieurs constructeurs français et étrangers, l'usine d'Evreux passait pour la moins rentable du groupe. Ainsi a-t-elle décidé de transférer, avec la bénédiction de son principal actionnaire, le vice-président du CNPF (syndicat patronal) Seillère de Laborde, la totalité de la production et une partie des 350 salariés d'Evreux dans les usines de Sens et de Mazamet et donc de fermer le site haut-normand dans le but de faire au moins autant de bénéfices qu'en 1996 (1,2 milliards F) dans une période où pourtant l'industrie automobile mondiale subit des restructurations pour faire face à la crise.

À la suite de cette décision prise en janvier 97, les prolétaires de l'usine se sont organisés en instaurant chaque nuit des tours de garde autour de l'usine car ils s'attendaient à toutes sortes d'entourloupes de la part de leurs exploités. Ils avaient le nez fin puisque quelques semaines après le début de ces «tours de garde», à 1 heure du matin dans la nuit du 30 au 31 mai, les ouvriers présents voient arriver des cars et des camionnettes de déménagement accompagnés du directeur de l'usine et de cadres.

### LES ÉVÉNEMENTS

Des cars sortent 80 vigiles aux cheveux très ras, portant rangers ou autres chaussures de combat, paquetages et rations de nourriture. Ils sont là pour assurer la protection des déménageurs qui commencent aussitôt à charger les camions de machines et autres matériels sous le commandement du patron et de l'encadrement. Mais sur ces entrefaites les ouvriers de Valéo qui ont afflué aux portes de l'usine, alertés par leurs camarades de garde, bloquent la sortie des camions par des jets de pierres. Seul un camion pourra sortir, mais à vide et après que sa remorque ait été contrôlée par les

ouvriers, son chauffeur ayant décidé «*d'attendre la suite des événements dans un hôtel*» (selon «Paris-Normandie», 2/6/97).

Le 1er juin, le maire PCF d'Evreux vient sur les lieux soutenir le mouvement; puis il appelle les services techniques de la ville afin que des gravats soient déversés devant les deux entrées de l'usine, ce qui bloque ainsi les camions et la direction à l'intérieur. Puis c'est au tour d'un inspecteur du travail de venir constater la situation et la présence des vigiles: courageux, mais pas intrépides, la moitié de ces derniers, ainsi que les trois gardiens de l'usine, ont préféré s'enfuir! Alors que la situation reste bloquée sur le terrain, les négociations vont déboucher sur la reprise du travail.

### REVENDEICATIONS ET RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS

Dès le 2 au soir, les négociations démarraient à la préfecture de l'Eure. Autour de la table se retrouvent le préfet, le maire d'Evreux, le directeur départemental du travail et les représentants de la direction et de l'intersyndicale (à majorité CGT). À la sortie, le porte-parole de l'intersyndicale informe la presse des «*points soumis à la réflexion des partenaires*» (sic: pour les bonzes syndicaux, patrons et prolétaires ne sont pas des adversaires, mais des partenaires!). Les principaux sont les suivants:

- Départ de tous les vigiles - Levée du blocage de l'usine et de ses accès après mise en place et remontage du matériel au plus tard le 4/6 à midi - Reprise d'activité normale pendant 6 semaines pour «permettre de nouvelles négociations» sur les primes de licenciements, les primes de mutations, la reprise éventuelle d'un nouveau patron, la création d'une nouvelle activité... - Reprise de la totalité du personnel et libre circulation des représentants syndicaux sur le site durant ces six semaines - 45 000 F. de prime par ouvrier repris accordé au nouvel entrepreneur.

Finalement les négociations aboutiront aux résultats suivants (rejetés officiellement par le patronat de Valéo):

- Départ le 5/6 de tous les vigiles - à l'exception de quatre - Remise en place du matériel et remontage des machines terminés le 5/6 - Indemnité de préjudice de 40.000 F. pour chacun des prolétaires du site - Prime de 10.000 F. pour chacun de ces mêmes prolétaires à l'issue des six semaines de sursis données à l'usine - 4 semaines supplémentaires de «réflexion» accordés à chaque salarié à partir du 25/7 à propos des mutations - Déménagement de Valéo en août - 35.000 F. de prime par salarié repris au nouveau reprenneur - Reprise du travail le 9/6 - Chaque partie doit respecter l'accord sous l'arbitrage de la DDT (Direction Départementale du Travail);

### LES POSITIONS ET INTÉRÊTS DES ACTEURS DU CONFLIT

**Les prolétaires:** ils ont été battus mais ils ont cependant montré qu'ils pouvaient s'organiser avec notamment les tours de garde autour du site avant le conflit et après les négociations et les piquets de grève durant ce même conflit. Ils ont su également résister en n'hésitant pas à user de la violence (jets de pierres notamment) contre ceux qui avaient été loués par la direction qui, elle, les menaçaient d'en faire des sans-emplois plus rapidement en ne leur laissant ni choix ni alternative pour leur avenir. Et si cette violence ne s'est pas amplifiée, ce n'est pas par scrupule moral, démocratique ou autre mais parce que les bonzes et les représentants locaux de l'Etat bourgeois sont intervenus pour faire glisser le conflit de la lutte ouverte à la table de négociations. Les prolétaires ont donc donné un exemple de combativité, même si cette combativité a montré ses limites devant le front uni des «partenaires» sociaux qui voulaient éviter que le conflit dégénère, c'est-à-dire se mène sur le terrain de classe.

**L'intersyndicale:** les délégués syndicaux ont joué leur rôle éternel de **pompier sociaux** et d'agents de la bourgeoisie. En effet, au lieu de préparer la lutte contre la direction de Valéo dès qu'ils ont eu connaissance du plan social, ils ont laissé les

travailleurs désarmés; ils se sont bien gardés d'essayer sinon d'étendre ce conflit, au moins de rechercher la solidarité des ouvriers d'autres entreprises d'Evreux. Lorsque les prolétaires ont fait capoter le déménagement clandestin de l'usine et ont, par leur combativité, établi un rapport de forces qui leur était favorable, les syndicats se sont employés à faire disparaître ce rapport de forces à la table des négociations. Par contre, ils ont âprement négocié l'argent que touchera le futur patron qui embaucherait des prolétaires de Valéo: quels sont les intérêts qu'ils défendent le mieux? Cela ne les a pas empêchés de se vanter d'avoir fait reculer le groupe Valéo et ils n'ont pas hésité à faire crier aux ouvriers, après l'ultime négociation, «*on a gagné, on a gagné!*» alors même que ces professionnels de la manipulation confiaient aux journalistes «*on ne crie pas encore victoire, mais c'est tout de même une étape importante*» («Paris-Normandie», 5/6/97)!

**Le patronat:** il a fait ce qu'il devait faire, c'est à dire attaquer les prolétaires et accélérer le déménagement en raison d'une éventuelle victoire de la gauche au moment des faits, qui aurait pu entraver le processus normal du plan social. Non que le patronat redoute réellement la gauche, mais pour réussir, une opération de fermeture d'un site doit être rapide; il faut avant tout éviter de faire traîner les choses et le plus simple est de mettre tout le monde devant le fait accompli. Il est à noter que le dirigeant de l'usine, véritable patron de combat, avait pris la précaution d'avoir des gardes du corps durant et après le conflit: à la différence des syndicats, défaitistes professionnels des luttes ouvrières, les patrons, eux, prennent ces luttes au sérieux, s'y préparent et s'organisent préventivement pour remporter la victoire et ont de plus en plus recours à des bandes de vigiles. C'est une **leçon** qu'ils donnent aux prolétaires.

**La Direction Du Travail:** cette structure de l'Etat démocratique qui se présente comme neutre et au dessus de classes, a joué son rôle habituel, comme d'ailleurs de préfet, celui d'un arbitre qui obligerait une équipe (les ouvriers) en train de dominer, de jouer

( SUITE EN PAGE 8 )





# Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

## IRAN

Dans le n° 439 du journal nous avons parlé des grèves et manifestations des ouvriers du pétrole iranien. A la suite des grèves qui avaient lieu depuis plusieurs mois dans diverses villes, le 16 février dernier plus de 2000 ouvriers de ce secteur avaient manifesté devant le ministère du pétrole à Téhéran. Le bulletin de la section à l'étranger de l'Organisation des Fedayin (Minorité) («Contre-courant» n°15, juillet 97) donne quelques informations supplémentaires sur ces événements, ainsi que sur d'autres aspects de la condition prolétarienne en Iran.

Les manifestants réclamaient des augmentations de salaire, l'établissement d'une convention collective, l'octroi de prêts de logement et la reconnaissance de l'organisation syndicale. Environ 300 travailleurs furent arrêtés lors de la manifestation; par la suite 2 des ouvriers arrêtés ont péri sous la torture: Hachem Kameli (52 ans) et Gholam Barzegar (38 ans). Le responsable de la «Maison de l'Ouvrier», organisation créée par le régime pour fliquer les prolétaires, a récemment affirmé que 20 ouvriers étaient encore en prison; selon ses déclarations ils devront être condamnés à des peines de prison et à la flagellation, car ils ont commis un acte illégal en manifestant!

La situation des prolétaires continue à se détériorer. Selon les chiffres officiels l'inflation a été de 50% en 1996 et de 30% les années précédentes, alors que les salaires n'ont, au mieux, augmenté que de 20%. Devant l'appauvrissement rapide des prolétaires et le mécontentement qu'il provoque, les très réactionnaires *Conseils islamiques du travail* ont demandé l'établissement du salaire minimum à 60.000 tomans par mois. Or dans les entreprises qui travaillent sous le code du travail, le salaire n'est que de 21.000 tomans par mois, salaire encore inférieur pour les entreprises qui ne fonctionnent pas selon ce code (près de la moitié des entreprises iraniennes)! Lorsqu'on sait que selon des

calculs tout ce qu'il y a d'officiels le seuil de pauvreté est de 90.000 tomans par mois, on peut se représenter la misère dans laquelle vivent les prolétaires iraniens.

Les autorités se refusent à autoriser des hausses de salaire avec l'argument classique que ce serait alimenter l'inflation; elles proposent de distribuer des bons de secours. Le truc est que ces bons sont toujours fournis avec beaucoup de retard (en 1996 les bons des 2 et 3 dernières années n'avaient toujours pas été délivrés) et coûtent donc d'autant moins au budget de l'Etat, sans causer la moindre gêne aux capitalistes. Par ailleurs les difficultés budgétaires ont contraint et contraindront probablement encore le gouvernement à diminuer les subventions aux produits de première nécessité.

Pour parer au risque de troubles sociaux, outre la répression bestiale dont les prisonniers politiques font eux aussi les frais (exécution sommaires, mauvais traitements qui ont conduit les prisonniers politiques de Chirz et Ispahan à faire des grèves de la faim en protestation), le régime a recours à un procédé que nous connaissons bien: la division des prolétaires selon les nationalités et la désignation des travailleurs immigrés comme bouc-émissaires du chômage et des difficultés connues par les prolétaires. Une campagne anti travailleurs immigrés a été organisée l'année dernière et des circulaires prévoyant l'expulsion des travailleurs étrangers et des réfugiés ont été publiées. En juin 96 le ministère de l'Intérieur donnait le chiffre de 500.000 réfugiés kurdes et de 1.600.000 réfugiés afghans.

Les travailleurs afghans constituent la partie la plus exploitée et la plus misérable de la classe ouvrière iranienne. Les journaux ont annoncé qu'un million et demi d'Afghans seraient expulsés d'ici à 1998. 9.000 travailleurs immigrés, principalement afghans, des fabriques de brique ont déjà été licenciés, etc.

## RUSSIE

Au début septembre les mineurs russes ont recommencé des actions de protestation et de grève contre les retards de paiement des salaires qui atteignent 9 mois dans les grands centres miniers d'extrême orient. Le mouvement a été aussi suivi en Sibérie, à Vorkouta et dans la région de Kémérov.

A titre d'information, pour donner une idée au lecteur de la situation très difficile des prolétaires dans le paradis du capitalisme libéral qu'est la nouvelle Russie démocratique, voici des extraits d'une correspondance reçue d'une grande ville industrielle de ce pays:

« 1/9 96

(...) *Le plus grand malheur, c'est la passivité et l'apathie de la classe ouvrière. Ce ne sont que retards de salaires de plusieurs mois qui contraignent une partie (!) des ouvriers à avoir recours à des grèves, parfois à des grèves de la faim. Une telle passivité abasourdit, lorsqu'on pense à quel point le niveau de vie des ouvriers a baissé. Celui de la majorité a baissé de 2 à 5 fois.*

*Prenons, par exemple, ma place de travail. Je fais l'assemblage des radiateurs électriques. Avant le début des "réformes démocratiques" l'assemblage d'un radiateur était payé 1 rouble 32 kopeks, le prix d'un radiateur étant de 60 roubles. Maintenant un radiateur coûte 500.000 roubles. Logiquement on pourrait supposer que pour l'assemblage nous devrions toucher 10 mille roubles à peu près; mais les tarifications réelles sont beaucoup plus basses: moins de 1500 roubles, et avec la prime un peu plus de 2 mille. D'ailleurs le volume de travail a diminué considérablement. Si nous étions payés à la pièce, nous toucherions moins de 200.000 roubles par mois. Mais une "bonne" direction de l'usine a été contrainte de passer au paiement du salaire selon le taux*

*du tarif et à partir du mois d'avril 96 le salaire d'un monteur est de 400.000 roubles environ.*

*"De toute façon, nous n'obtiendrons rien" - telle est la réponse habituelle d'un ouvrier. Le scepticisme envers l'efficacité de la lutte et l'absence d'expérience en matière d'auto-organisation sont ce qui protège le mieux le régime contre l'explosion sociale. Les mêmes raisons créent une menace de l'instauration d'un régime de type fasciste. Néanmoins, le nombre de grèves augmente. Pratiquement elles se résument toutes à la revendication d'en finir avec les retards de paiement des salaires.*

*Les syndicats officiels causent un grand préjudice à la cause de la classe ouvrière. A la première occasion ils essayent de faire cesser la grève. Les syndicats des mineurs font échouer constamment les tentatives d'organisation d'une grève générale des mineurs. (...)*

« 1/12 96

*(...) Mon usine chôme depuis la fin du mois de septembre et le salaire d'août n'est pas encore payé. La réduction du personnel se fait en douce. La législation ouvrière n'autorise pas à pratiquer les licenciements sans consentement du syndicat, mais le syndicat officiel donne toujours son consentement! Toutes les tentatives de créer un nouveau syndicat se heurtent au scepticisme envers ses propres forces. Beaucoup disent: "il faut prendre les mitraillettes". Néanmoins les mêmes personnes, lorsqu'on leur propose telle ou telle forme d'auto-organisation, déclarent: "cela n'aboutira à rien".*

*Les médias de chez nous parlent rarement des grèves à l'étranger. C'est par hasard que j'ai appris par la BBC la nouvel-*

## CHINE

Le congrès du Parti «Communiste» Chinois à la mi-septembre a réaffirmé avec éclat la poursuite des réformes libérales de l'économie. Répondant aux appétits irrésistibles du capitalisme privé en pleine expansion, de plus en plus d'entreprises étatiques vont être privatisées, même si on parle pudiquement seulement d'ouverture au capital privé. «Le Monde», ce grand quotidien de la démocratie impérialiste française, a parlé de ces privatisations dans son éditorial du 20 septembre comme la «*Détente chinoise*» par rapport à laquelle «*Il ne faut pas faire la fine bouche*».

Cette détente saluée par nos bourgeois va se faire sur le dos des prolétaires chinois. Les dirigeants du parti ont reconnu implicitement que cela se traduira par des licenciements massifs de prolétaires et par une intensification de l'exploitation de la classe ouvrière. Cette tendance était déjà à l'oeuvre; par exemple en juin dernier la China Petrochemical Corporation avait annoncé qu'elle prévoyait de licencier rien moins que 215.000 travailleurs, soit le tiers de ses employés! Le président de cette gigantesque entreprise d'Etat avait affirmé que des emplois seraient créés par d'autres industries pour employer les gens licenciés. On sait ce que valent ce genre de discours...

Lors du Congrès le chef du parti a affirmé la nécessité de compression du personnel dans les entreprises d'Etat, disant: «*il serait difficile d'éviter la mobilité du personnel et les licenciements*» et il a condamné ceux qui regrettent la diminution du secteur d'Etat comme étant des gens qui ne comprennent pas que «*le marxisme ne peut pas rester inchangé*» (mais le marxisme n'a jamais rien eu à voir avec le régime instauré à Pékin). 70% des 100.000 entreprises d'Etat seraient déficitaires et selon les économistes cités par les journaux 30% des 113 millions d'em-

plois dans l'industrie seraient menacés. En outre dans les 5 ans qui viennent il y aura 72 millions de jeunes arrivant sur le marché du travail alors qu'on estime à 40 millions le nombre de travailleurs agricoles et paysans qui viendront chercher du travail dans les villes.

La situation de plus en plus difficile des prolétaires, alors même que l'économie est en croissance rapide, entraîne déjà des luttes dont l'écho arrive de temps à autre à percer le mur du silence des médias officiels. C'est ainsi qu'on a appris qu'en mars dernier dans la ville de Nanchong dans le Sichuan 20.000 ouvriers prirent en otage le directeur de leur entreprise textile pour exiger le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires. En juillet des troupes paramilitaires furent envoyées dans la ville de Mianyang dans la même province pour mettre fin aux manifestations de protestation des ouvriers. L'émeute avait commencé après que le maire ait refusé de venir s'expliquer devant 700 ouvriers sur la faillite de leur entreprise. Les ouvriers, rejoints par des habitants de la ville, barrèrent les routes et brisèrent les vitres des bus. La répression aurait fait une centaine de blessés. Des incidents du même type dans la même province ont été également rapportés au début septembre. Dans la grande ville de Tianjin une douzaine d'actions de protestation ouvrière aurait eu lieu en 1996.

Par crainte de déclencher de violentes réactions ouvrières ce sont d'abord les petites et moyennes entreprises d'Etat qui sont et seront touchées par les mesures de restructuration et les licenciements, le sort des entreprises employant plus de 10.000 travailleurs étant renvoyé à plus tard. Mais le Congrès du Parti ne laisse pas de doute que l'offensive générale contre la classe ouvrière est inscrite à l'ordre du jour du capitalisme chinois, privé ou d'Etat.

## BANGLA-DESH

Dans «Le Proletaire» nous avons déjà donné un aperçu de la situation sociale, économique et politique au Bangla-Desh (1), Etat du sous-continent indien, en reproduisant notamment un texte de la NGWF (National Garments Workers Federation). Depuis, bien que les prolétaires du textile (en majorité des femmes, mais aussi des enfants) aient obtenu quelques améliorations des conditions de travail (2) par la lutte, la tension entre prolétariat et bourgeoisie est toujours aussi forte et la lutte de classe omniprésente d'un côté comme de l'autre. Preuve en est avec série d'événements qui se sont déroulés en juillet dernier.

### LE PROLÉTARIAT, VICTIME DU PATRONAT...

Le 10 juillet, le patronat de diverses entreprises de textile et d'habillement, excédé par les actions et les débrayages réguliers des travailleurs depuis des semaines, décidait de lock-outer ses usines de Savar, banlieue de la capitale Dhaka. La riposte ouvrière et la répression bourgeoise ne se faisaient pas attendre puisque deux ouvriers étaient incarcérés le 12.

Le 13, alors que la direction du BEPZA (Bangla-Desh Export Processing Zones Authority), organisme dépendant du ministère du travail surveillant et réglementant la production et l'exploitation des prolétaires dans les zones industrielles du pays destinées à l'exportation, espérait que le patronat de la société sud-coréenne Young One Hightech Ltd et celui des autres sociétés de Savar, souvent sous-traitantes de Young One, réouvrent leurs usines, environ 500 ouvriers de la DEPZ (Dhaka Export Processing Zone) manifestèrent revendiquant il points. Parmi ceux-ci, ils demandaient la libération immédiate des deux ouvriers emprisonnés, le départ du chef du personnel de

Young One, le paiement et l'augmentation des salaires, la fin des sévices corporels subis par les travailleurs et la réouverture de toutes les usines dont Finestry fermée pour problèmes «administratifs» (sic).

### ... DE LA POLICE ...

C'est alors que 300 policiers anti-émeute ont chargé les manifestants. Aussitôt, le nombre de prolétaires manifestants grandit et des barricades furent érigées sur l'auto-route Dhaka-Aricha. Il y eut une centaine de blessés dont 24 grièvement (17 ouvrières) qui furent d'abord empêchés d'être conduits à l'hôpital le plus proche, ainsi que 30 arrestations «d'agitateurs», dont des ouvrières de Young One, et sept prolétaires incarcérés.

Suite à cet affrontement, le président du BEPZA et le patron de Young One se rencontrèrent. Ce dernier affirmait que de nombreux points revendiqués étaient résolus mais pas celui des débrayages et des «actes de sabotages» qui se succédaient depuis des semaines.

Le 14, huit fédérations syndicales des travailleurs du textile et de l'habillement, dont la NGWF, menaçaient le pouvoir d'un grand mouvement de masse et demandaient la libération immédiate des prolétaires emprisonnés, la réouverture de toutes les usines lock-outées et la démission du patron de Young One dénonçant également les violences de la police.

Alors que des meetings de soutien aux prolétaires lock-outés et emprisonnés se suivaient, organisés principalement par la NGWF (3) qui dénonçait le patronat et la police, la SKOP (Sramik Karmachi Oika Parishad qui est au Bangla-Desh l'équivalent de ce que le TUC est aux syndicats britanniques) et la LDF (Left Democratic

( SUITE EN PAGE 10 )

## Massacres, manoeuvres politiques et luttes ouvrières en Algérie

La situation en Algérie revient en force sur le devant de la scène et dans les médias; l'ampleur et l'atrocité des derniers massacres, ainsi que le fait qu'ils aient eu lieu à proximité voire dans la banlieue d'Alger, ont fini par percer la chape de silence qui entoure le cortège quasi quotidien de meurtres et l'atmosphère de terreur qui se répand parmi les habitants à la suite des actions bestiales des islamistes ou présumés tels, mais aussi et surtout de celles des forces de répression (jamais peut-être l'appellation «forces du désordre» ne s'est mieux appliquée qu'aux dites «forces de l'ordre» algériennes).

Les derniers massacres présentent des caractéristiques singulières. Les victimes ne sont plus des militaires, des policiers, des responsables officiels quelconques ou leurs proches, mais des familles entières, femmes vieillards et enfants compris... A chaque fois ou presque les meurtriers ont accompli leurs forfaits en prenant tout leur temps, comme s'ils ne redoutaient pas d'être interrompus. A Larbâa 51 personnes ont été massacrées au cours d'une attaque qui a duré plusieurs heures, alors qu'une caserne de l'armée ne se trouvait qu'à quelques centaines de mètres; les militaires ne pouvaient pas ne pas entendre les coups de feu ou les cris des habitants. Pourtant au matin, plusieurs heures après les tueries, ce seront des véhicules de pompiers qui viendront aux nouvelles et non des militaires. Les militaires ne sont pas venus au secours des habitants, mais les «terroristes islamistes» n'ont pas cherché non plus à attaquer les militaires: cette nuit-là tueurs et militaires n'étaient pas ennemis. A Sidi Rais le 29 août, ce sont au moins 98 personnes qui ont été massacrées. A Beni Messous, quartier misérable de la banlieue d'Alger, plus de

cent personnes ont été tuées dans la nuit du 6 au 7 septembre sans que militaires ou policiers n'interviennent. Pourtant certains habitants seraient allés chercher - sans succès - du secours auprès d'un barrage de police dans les environs. Le plus curieux est que cette cible d'un commando «islamiste» est un quartier réputé pour être un fief islamiste où les consignes de boycott du FIS avaient été particulièrement suivies lors des dernières élections. A Bentlha ce sont 252 personnes qui ont été massacrées sans que réagissent l'armée ou la police. De façon générale toutes les récentes tueries se sont déroulées dans une région censée être de «haute sécurité» et quadrillée par l'armée et la police.

En même temps que ces massacres - que la télévision officielle sous-évaluait à dessin, préférant passer des informations sur la mort de Lady Di - alimentaient les racontars les plus fous et créaient une véritable psychose, des rumeurs de coup d'Etat devenaient de plus en plus insistantes à Alger. Au point que, fait rarissime l'ambassadeur américain rencontrait le président Zéroual pour affirmer publiquement le soutien des Etats-Unis à son gouvernement (les français, les britanniques et d'autres pays manifesteront aussi ce même soutien).

### VERS UNE ENTENTE ENTRE ISLAMISTES ET MILITAIRES?

Tout indique que ces événements s'expliquent par de graves divisions parmi les dirigeants de l'armée et des forces de sécurité. Il est à peu près établi que des négociations ont lieu depuis quelques temps avec ce qui reste du Front Islamique du Salut et sa branche militaire (l'Armée Islamique

du Salut, l'AIS). Les régions où l'AIS est implantée connaissent dans les faits une trêve des combats depuis plusieurs mois. La libération en août de Madani, l'ancien dirigeant du FIS, concrétisait les progrès de cette négociation et il semble qu'il restait à négocier l'incorporation dans les forces armées des 1500 à 2000 militants de l'AIS, leur amnistie étant acquise. C'est alors que s'est déclenchée la vague de massacres de civils dans l'algérois. Le quotidien El Watan, dont les liens avec les milieux dirigeants de l'armée sont connus, a rendu responsable de ces massacres «les cercles de pouvoir» qui avaient décidé la libération de Madani: une telle mise en cause, venant d'une telle source est tout autant révélatrice de l'opposition manifestée par certains militaires à un accord avec le FIS que les rumeurs de coups d'Etat ou le silence du pouvoir sur les massacres. Finalement Madani sera remis au secret et le Premier Ministre affirmera que le FIS est de l'histoire ancienne. Pourtant le 21 septembre le chef militaire de l'AIS annonçait l'arrêt des combats, comme conclusion sans aucun doute des négociations. Le quotidien français «Le Monde» titrait le 26: «une alliance se dessine entre la branche militaire du FIS et l'armée».

Mais l'éventualité d'un arrêt au moins partiel des combats ne fait pas les affaires de tout le monde. Sur le conflit initial se sont greffées d'innombrables guerres de clans et vendettas (où l'on massacre des familles entières pour se venger), de purs actes de banditisme camouflés derrière le drapeau de l'Islam ou du «patriotisme» (les autorités ont créé des milices de «patriotes» qui ont carte blanche et ne se privent pas de tuer et piller), des règlements de compte entre bandes rivales au sein de l'appareil d'Etat, sans oublier les batailles féroces qui se déroulent en coulisses parmi les dirigeants pour la répartition de la rente pétrolière ou pour la reprise des entreprises à privatiser.

Mais plus généralement cette violence

sauvage qui est la manifestation de l'extrême tension des contradictions sociales, a été et est encore le moyen qu'a trouvé le capitalisme algérien pour empêcher l'explosion sociale que la dégradation vertigineuse des conditions de vie du prolétariat paraissait rendre inévitable. Selon le mensuel «Afrique-Asie» (septembre 97) «la seule obsession [des militaires opposés à un accord avec le FIS] est le réveil du mouvement social au travers de grèves longues et dures et de manifestations. Les raisons ne manquent pas: salaires impayés, chômage, crise du logement, appauvrissement de la fonction publique et de l'enseignement. A Alger, beaucoup ne sont pas dupes: la brusque recrudescence de la violence et du terrorisme survient le plus souvent dès qu'apparaît une solution politique ou que commencent à s'esquisser des mouvements de grève dans les entreprises».

Or, si la remontée du prix du pétrole promet à la classe dirigeante une augmentation juteuse de la rente pétrolière, les prolétaires ne doivent s'attendre qu'à des tours de vis supplémentaires et à un accroissement du chômage à mesure que sont liquidées les entreprises non rentables. Les ententes éventuelles entre islamistes et militaires ne serviront qu'à opposer un front uni de leurs ennemis à leurs luttes de défense contre un capitalisme d'autant plus bestial qu'il est débile, mais qui est en outre solidement épaulé par l'impérialisme mondial. Qu'on ne s'y trompe pas! Les bourgeois algériens ont les mains rougies des tueries qu'ils organisent ou laissent faire, mais l'impérialisme, et notamment l'impérialisme français qui leur permet de continuer cette besogne en assurant les prêts et investissements de capitaux comme en vendant des armes tout en fermant ses portes aux réfugiés, porte, lui aussi la responsabilité pleine et entière de ces exactions. Demain la revanche prolétarienne s'exercera contre les uns et les autres.

## Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

(SUITE DE LA PAGE 9)

Front - Front Démocratique de Gauche, organisation de type social-démocrate) se joignaient à l'appel des huit fédérations le 15.

Mais le même jour, le prolétariat de l'habillement subissait au propre et au figuré les foudres du système capitaliste. D'abord, on apprenait que 92 ouvriers étaient licenciés depuis le 10 pour des dommages causés dans les usines et que 700 autres étaient poursuivis en justice, la police en profitant pour faire une véritable «chasse à l'homme» (4) lors de descentes et de perquisitions afin de «retrouver» les participants aux barricades (25 prolétaires seulement ayant été réellement identifiés). De plus, la création d'une police permanente et spéciale pour la DEPZ (dont on imagine le rôle) était à l'étude

### ... ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ...

D'autre part, à Mirpur, autre banlieue industrielle de la DEPZ, un incendie, encore dû à un court-circuit, se déclarait dans une usine de six étages regroupant trois sociétés de confection de vêtements et faisait 10 morts. Selon la NGWF, il y a en déjà eu plus d'une centaine depuis décembre 90 faisant en tout 72 victimes, toutes prolétaires évidemment

Par la suite, des manifestations organisées par la NGWF avaient de nouveau lieu pour réclamer des mesures de sécurité sur les lieux de travail en plus des autres points, dont une immense le 19. Le 24, les diverses fédérations manifestaient et bloquaient les locaux du BGMEA, syndicat patronal de

branche. Dès le 27, des conférences sur les causes des incendies et la conduite à tenir face à ceux-ci étaient tenues par la NGWF. Le 28, une journée nationale de protestations à travers le pays avait lieu à l'initiative des mêmes fédérations. Durant ce temps, alors que Young One et les autres sociétés de Savar réouvraient leurs portes, d'autres échauffourées avaient lieu. Finalement, sur environ 10 000 prolétaires lock-outés, 11 se retrouvaient en prison avec la mention Special Power Act (ils sont donc assimilés à des ennemis de l'Etat), 97 étaient licenciés (surtout des ouvrières) et environ 800 poursuivis par la justice.

### ... POUR ENGRAISSER LES CAPITALISTES

Mais toute cette exploitation à outrance et cette répression ne suffisant pas, un nouvel incendie, encore provoqué par un court-circuit, avait lieu le 30 dans une usine de sept étages partagée par plusieurs entreprises de vêtements (5). Et encore à Mirpur qui a déjà connu des incendies semblables le 12/2/95 avec 5 mortes, le 24/6/96 avec 11 morts et le 27/12/90 avec 32 morts sans compter celui du 15/7/97. Cette fois, ce sont 26 prolétaires qui ont été assassinés (la moitié par la panique) par le système capitaliste et la soif de profits de la bourgeoisie. Mais la réaction ne s'est pas faite attendre. Car dès que les policiers sont intervenus pour aider les pompiers à dégager les victimes et secourir la centaine de blessés, le prolétariat des environs les a attaqués pour faire entendre son ras-le-bol sur ses conditions de travail et face à la répression étatique, patronale, policière et judiciaire. Cela s'est fini avec des renforts de police matraquant et tirant des grenades lacrymogènes contre des Spartacus locaux.

A la fin août, c'était le statu-quo et la NGWF et la SKOP appelaient à la solidarité internationale pour la libération des prolétaires emprisonnés, la fin des poursuites pour

ceux poursuivis et la réembauche de tous les licenciés.

\*\*\*

Ces événements ne sont pas exceptionnels mais résument parfaitement la vie quotidienne de milliers de prolétaires hommes et (surtout) femmes (voire enfants) au Bangla-Desh qui subissent une exploitation sans limite et vivent un véritable enfer dantesque où le terme donné aux usines par Marx et Engels de «baigne du Capital» garde tout son sens et sa portée.

Néanmoins et malgré le nombre de morts et les revers de certaines luttes, le prolétariat de ce pays à majorité rurale, divisé par les religions et toutes sortes de fléaux issus du féodalisme et entretenus par le capitalisme, n'a jamais cessé depuis des années de prouver sa force, son courage et sa volonté face à l'exploitation qu'il subit dans le travail où les conditions ressemblent à celle de l'Europe de la fin du siècle dernier et dans les luttes. Il l'a encore prouvé et le prouvera bientôt, on peut le garantir. Et cela prouve une nouvelle fois, n'en déplaise aux bourgeois et tous leurs laquais dont les pseudos et auto-proclamés intellectuels, que la lutte de classe n'est pas morte chez les prolétaires.

Salut aux prolétaires du Bangla-Desh!  
Solidarité avec eux!

(1) Voir «Le Prolétaire» n° 432 (juillet à septembre 95)

(2) Ils ont obtenu notamment une journée de repos hebdomadaire le vendredi (avant ils travaillaient les sept jours de la semaine); un salaire minimum passant de \$ 10 à \$ 23 par mois; des droits sur le travail des enfants... Reste à savoir si tout cela est réellement respecté et jusqu'à quand.

(3) Il y a environ 1,5 M de prolétaires travaillant dans l'industrie du textile et de l'habillement au Bangla-Desh. Seulement 60 000 sont syndiqués dont 1/3 à la NGWF.

(4) Ce sont les termes du «Financial Express» du 16/7/97, journal bourgeois de Dhaka.

(5) Il y a environ 1 700 usines de ce type dans le pays.

### CORRESPONDANCE :

**POUR LA FRANCE :**  
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE :**  
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE :**  
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**